

COLLOQUE

MERCREDI 22 AVRIL 2020

EXPOSITION

MERCREDI 22 AVRIL 2020 - JEUDI 2 MAI 2020



Société pour
l'histoire des
Israélites d'Alsace
et de Lorraine



cnrs

Université
de Strasbourg

MÉMORIAL
ALSACE
MOSELLE



BNPA
Base Numérique du Patrimoine d'Alsace



ORT
STRASBOURG

Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE ARDENNE LORRAINE

Strasbourg.eu
eurométropole

ALSACE CONSEIL DÉPARTEMENTAL
BAS-RHIN

DIRECTION RÉGIONALE
des AFFAIRES CULTURELLES
Grand Est

SITE DU JUDAISME
D'ALSACE ET DE LORRAINE



Archives.strasbourg.eu
Archives de la Ville et de l'Eurométropole
de Strasbourg

Les saisons
d'alsace

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

akadem le campus numérique juif



CLUB 3



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

Devant l'imminence de la guerre contre l'Allemagne, les autorités nationales décident d'évacuer dans l'urgence la population de la Région.

Les 2 et 3 septembre 1939, puis le 10 mai 1940, 374 000 Alsaciens quittent leur domicile pour les départements du Gers, des Landes et du Lot-et-Garonne pour les Haut-Rhinois, de la Dordogne, de l'Indre et de la Haute-Vienne pour les Bas-Rhinois.

La guerre qui se prépare sera totale, les armées de chars et les bombardements de l'aviation n'épargneront ni les villes ni les civils. Le second conflit mondial, le chaos, les destructions et les horreurs vont mettre à terre l'Europe entière.

Les conditions de l'évacuation

Les communes situées le long de la frontière sont totalement évacuées en deux vagues, une première en septembre 1939, puis une seconde le 10 mai 1940. Dès la mobilisation générale, le plan d'évacuation préparé par les autorités militaires est envoyé aux maires des communes donnant le signal de l'opération *Exécutez Pas-de-Calais* (nom de code de l'évacuation).

Les maires découvrent l'itinéraire à suivre, les feuilles de cantonnement pour chaque famille, le nom des membres des commissions de sauvegarde chargés de rester sur place et de veiller sur les biens des évacués.

Les habitants de 107 communes du Bas-Rhin trouvent principalement refuge en Dordogne (80 000 personnes, dont environ 60 000 Strasbourgeois), en Haute-Vienne et dans l'Indre (20 000 personnes). Ceux de 79 communes du Haut-Rhin sont évacués vers le Gers, la Haute-Garonne et les Landes.

Après un long et fatigant voyage (nombreuses heures d'attente, trains bondés, wagons à bestiaux, jusqu'à 60 heures de trajet...), pour la majorité des Alsaciens c'est le premier contact avec une autre province française. Malgré certaines incompréhensions liées à des mentalités, à des modes de vie, à des pratiques religieuses, à des langages différents, des liens durables se formeront.



Évacuation de l'Alsace
Archive DNA - Les Saisons d'Alsaces



Gendarmes et gardes municipaux guidant les Strasbourgeois lors de l'évacuation
Archive DNA - Les Saisons d'Alsaces



Évacuation de l'Alsace-Moselle en septembre 1939 - Carte Matthieu Hilbert, 2005 - Coll. L'Ami Hebdo



Des bagages évacués
Archive Mémorial Alsace Moselle



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Le départ

« Le 1er septembre, par une belle journée d'automne, un temps splendide, les paysans de mon village travaillent aux champs,...) Tout à coup, le mot tombe : *mobilisation générale* ou plutôt en alsacien : *Mobilmachung*. C'est là que tout a changé !... On charge les 30 kg de bagages autorisés, puis les matelas et un peu de ravitaillement (du chocolat, des biscuits, des conserves). Vers la fin de l'après-midi, les paysans attèlent les chevaux aux charrettes. Tout le monde se rassemble sur la place du village, le cœur serré à l'idée d'abandonner le bétail, les chiens, les chats... son chez-soi. Le signal du départ est alors donné ! »

Fernand Klethi, *Mon enfance en Alsace annexée*,
fiches pédagogiques de l'AMAM

Les conditions d'évacuation sont difficiles. Le voyage dure plusieurs jours, dans des conditions d'hygiène déplorables. L'angoisse de l'inconnu se mêle à la peur de ne jamais revenir. Les évacués sont autorisés à emporter avec eux un maximum de 30 kilos de bagages. Le reste est à laisser sur place.

Dans les campagnes, les champs ne sont plus cultivés, le matériel est abandonné et les récoltes ne sont pas rentrées. Ce ne sont pas seulement leurs maisons que les évacués doivent laisser, mais aussi les bêtes et les troupeaux qui sont abandonnés dans la nature...

La période entre septembre 1939 et mai 1940 est surnommée la « drôle de guerre ». Les hommes restent mobilisés dans les casernes, les troupes allemandes n'avancent pas sur le front occidental ; il n'y a quasiment pas de combats de l'hiver 1939 au printemps 1940.

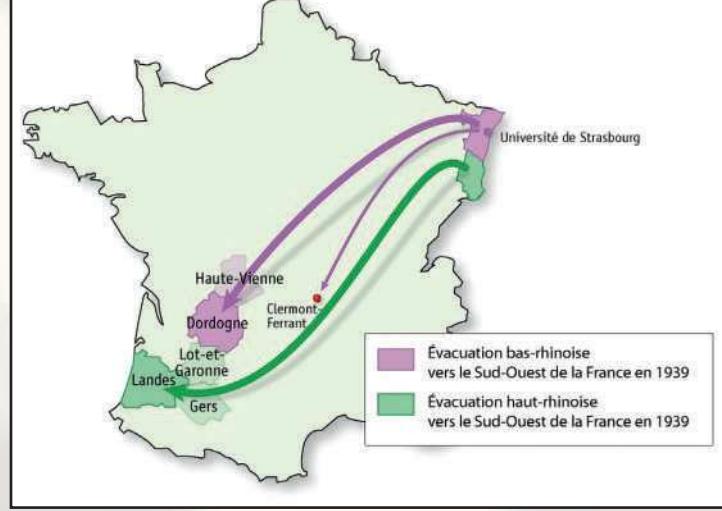
L'offensive de l'armée allemande de mai 1940, qui envahit la Belgique, conduit à une nouvelle vague d'évacuation : 33 000 Alsaciens quittent la région.



L'Ordre d'évacuation - Proclamation du Général commandant la V^e armée, septembre 1939
Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg



Strasbourg est vidée de sa population
Archive DNA - Les Saisons d'alsace



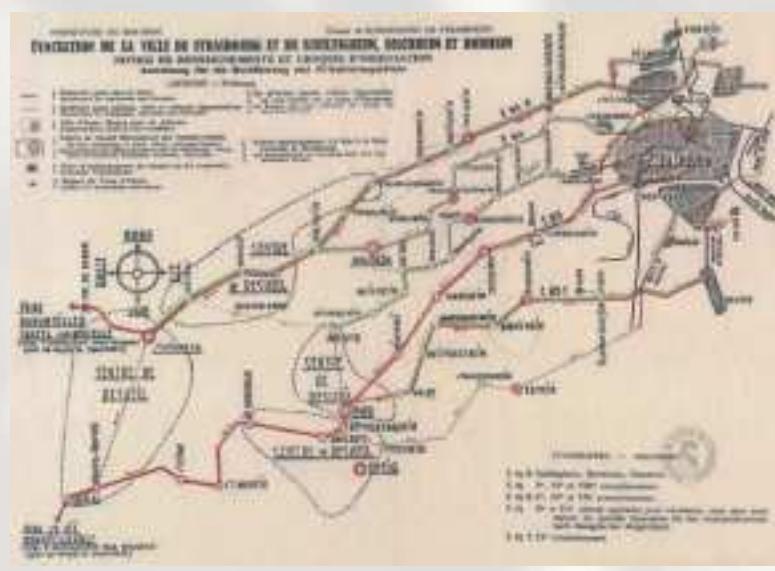
L'évacuation des personnes âgées
Archive DNA - Les Saisons d'alsace

QUE FI
D'ÉVA

L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE



Plan d'évacuation
Carte Préfecture du Bas-Rhin, 1939
Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

Le voyage

« Les charrettes partent en convoi (...). Arrivés à la hauteur de notre champ le plus éloigné du village, les chevaux veulent tourner pour s'y rendre, comme si tout était comme avant. Mais rien n'est plus comme avant. Mon père leur fait simplement regagner le convoi. Le soir, nous arrivons à Stotzheim, où nous sommes hébergés pour la nuit. Là, nos hôtes font de leur mieux pour nous recevoir. Le lendemain, le voyage reprend en direction du Val de Villé. Après huit jours, embarquement en gare de Villé (...). Je n'oublierai jamais l'inscription figurant sur les wagons que nous devons alors prendre : *hommes 40, chevaux 8*. Le voyage dure trois jours et trois nuits, entrecoupés de nombreux arrêts dans des gares ou en pleine nature. Durant les arrêts, différentes organisations s'occupent de nous comme par exemple la Croix-Rouge, les Scouts, la Cimade. Ces gens pourvoient à nos besoins en nourriture et de santé. Quel réconfort physique, mais aussi moral ! Alors que la guerre a éclaté, que nous sommes loin de chez nous, nous avons grâce à eux tout ce qu'il nous faut... »

Fernand Klethi, *Mon enfance en Alsace annexée*,
fiches pédagogiques de l'AMAM



Strasbourg vidée de ses habitants
Photo H. Carabin, 1939
Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

L'évacuation de la capitale alsacienne

Pour Strasbourg, le délai d'évacuation a été plus long, les tramways conduisent les habitants hors de la ville et, en moins de quarante-huit heures, la ville est entièrement vidée de ses 190 000 habitants. Les magasins et les ateliers sont fermés sans date de réouverture. Les volets sont tirés sur les vitrines étalant les produits de la rentrée et de l'automne. Les parcs et les rues sont vides, seuls les pigeons et les animaux domestiques abandonnés errant dans les rues. Les écoles n'ouvrent pas, l'hôpital, les maisons de retraite, les orphelinats et les administrations sont également évacués.

Le maire Charles Frey reste sur place avec six autres élus et 267 ouvriers municipaux, surtout chargés d'assurer le service public, de renforcer les travaux de protection, de défense passive des monuments et édifices publics et d'éviter les pillages.

Du fait de l'état de siège, les pouvoirs civils passent sous l'autorité militaire.



En septembre 1939, Charles Frey a le pénible devoir de superviser l'évacuation de sa ville, où il demeure jusqu'à la veille de l'arrivée de la Wehrmacht, avant de rejoindre Périgueux où il est le «maire des réfugiés». De retour dès la libération de Strasbourg en novembre 1944, il est réélu maire en 1945. Il demeure en fonction jusqu'en 1955, date de son décès.
Archives DNA - Saisons d'Alsace



Avis à la population de Strasbourg
Proclamation des autorités civiles et militaires, 1939
Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Équipe de balayeurs de l'administration de Strasbourg maintenue, pendant l'évacuation.
Photo Henri Carabin. 1939.
Archives municipales de Strasbourg



Les maintenus à Strasbourg ou la sauvegarde dans les villages

Maintenus à Strasbourg ou *la sauvegarde* dans les villages sont les noms donnés à ces hommes et ces femmes, militaires, pompiers ou civils restés dans les régions évacuées pour protéger les biens des réfugiés et assurer le service public minimal.

Ils n'évitent cependant pas les pillages. Les militaires aident à la culture des champs et au démontage des usines. Environ 3 500 civils sont restés à Strasbourg ainsi que des détachements militaires.

La vie dans les départements d'accueil L'arrivée dans le sud-ouest

« Après 3 jours de voyage, nous arrivons à Eymet, puis nous sommes acheminés vers Saint-Aubin. Un repas copieux et chaud nous est servi dans un restaurant à côté de la gare. Quel réconfort ! Nous passons la première nuit, tous les six chez le garde-barrière, heureux de ne pas être séparés. Le lendemain, nous rejoignons les autres familles alsaciennes dans le bourg. Là, des paysans viennent avec des charrettes pour nous emmener chez eux, à Saint-Aubain, puis à Rouquette ; une autre vie commence ici pour nous. »

Fernand Klethi, *Mon enfance en Alsace annexée*,
fiches pédagogiques de l'AMAM

Les familles arrachées à leur milieu habituel doivent s'adapter à un nouvel environnement et sont confrontées à des conditions de vie souvent précaires (logements de fortune, campement dans des granges et des écuries...) et à un milieu culturel différent.

L'usage du dialecte éveille la méfiance des populations locales et les Alsaciens sont pris dans un premier temps pour des *boches*.

La vie dans le Sud-Ouest

« L'adaptation à notre nouvel environnement se fait assez vite pour nous, gens de la campagne, malgré des différences que nous notons ça et là... »

Fernand Klethi, *Mon enfance en Alsace annexée*,
fiches pédagogiques de l'AMAM

Isolés, déboussolés, inquiets pour leurs biens restés au loin, les réfugiés ont du mal à se faire à leur nouveau mode de vie. Les zones évacuées n'échappent pas aux pillages et à la déprédition malgré les mesures prises. Beaucoup attendent la fin de la guerre pour rentrer chez eux.

Le plan d'évacuation a fonctionné, les populations ont été évacuées dans un certain calme mais les conditions matérielles et financières sont préoccupantes pour tout le monde.



Le soldat laboureur
Gravure. Imagerie de l'armée d'Alsace, 1939
Photo et coll. BNU Strasbourg



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE



Évacuation de la bibliothèque de l'Université de Strasbourg en vue de son transfert en Auvergne, Septembre 1939 - Mars 1940
Document BNF Gallica



Université de Strasbourg sous le III^e Reich
Document DHVS

Clermont-Ferrand fut libérée le 27 août et Strasbourg le 22 novembre 1944.

Avec la retraite des troupes allemandes, l'université allemande fut transférée à Tübingen et dissoute par la suite tandis que l'université française revenait à Strasbourg. Au bout du compte, les populations universitaires de Clermont-Ferrand et de Strasbourg furent très affectées par la guerre ; elles comptèrent à la fin des hostilités 139 disparus.

De cette période trouble, l'intellectuel et résistant **Louis Aragon** publia en 1944 dans son recueil *La Diane française* un poème intitulé *La Chanson de l'Université de Strasbourg* décrivant la lutte des populations universitaires strasbourgeoise et clermontoise face à l'occupant nazi

L'Université de Strasbourg durant l'occupation

À la déclaration de guerre de 1939, Strasbourg fut déclarée zone militaire par l'État-major français. Le 3 septembre 1939, l'Université française fut alors déplacée et se réfugia en 48 heures à Clermont-Ferrand.

À la suite de la défaite française, l'armistice du 22 juin 1940 coupa en deux le pays. Les nazis occupèrent la zone Nord et le régime de Vichy fut mis en place dans la zone Sud où se situait Clermont-Ferrand. La ville de Strasbourg fut, quant à elle, incorporée au Troisième Reich et les nazis y créèrent la *Reichsuniversität Straßburg*.

En mai 1941, 119 universitaires juifs avaient dû quitter leur poste (76 dans la zone occupée et 43 en zone sud) et un mois plus tard, lorsque le deuxième statut des juifs fut promulgué, 125 autres membres de l'Université française se retrouvèrent au chômage.

Dès 1941, l'*Université française de Strasbourg* vit naître différents mouvements de Résistance, mêlant étudiants et professeurs venant de Strasbourg et de Clermont-Ferrand tel que «Combat Étudiant» fondé par Jean-Paul Cauchi, un étudiant en histoire venu de Strasbourg. En 1942, lors de l'occupation militaire de la zone sud par les Allemands, la plupart des résistants s'unirent au sein des MUR, les Mouvements Unis de la Résistance, grâce à l'action de Jean Moulin sous les ordres de De Gaulle.

Les Allemands menèrent plusieurs rafles dans les locaux universitaires et résidences étudiantes de Strasbourg, dont la rafle du 25 novembre 1943 au cours de laquelle plusieurs centaines de personnes seront interpellées ; 130 seront déportées vers les camps de la mort ; seules 30 d'entre elles reviendront.

Dans le même temps, la *Reichsuniversität Straßburg* accueillit de nombreux savants allemands, dont Carl Friedrich von Weizsäcker, mais c'est surtout August Hirt, médecin allemand, membre des SS et de l'Institut d'anthropologie raciale Ahnenerbe, dont on se souviendra pour avoir causé la mort de 86 déportés juifs dans la chambre à gaz du camp de Natzweiler-Struthof, dans le cadre de recherches pseudo-scientifiques.



La plaque à la mémoire des morts, tués par l'ennemi, déportés, fusillés, assassinés de l'Université, durant la Seconde Guerre mondiale, apposée à l'entrée du Palais Universitaire de Strasbourg, Place de l'Université.



Le Château de Cordès en Auvergne qui abrita la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg durant la guerre - Document BNF Gallica



L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

Le sort des juifs en France a été dicté par deux politiques aux objectifs et aux modalités différents : la politique d'exclusion et de persécution conduite par Vichy et celle de déportation et d'extermination dans le cadre de la Solution finale planifiée par l'Allemagne nazie. Elles se sont unies dans l'abjection et l'horreur à partir de 1942.

Entre le printemps 1942 et l'été 1944, 76 000 juifs ont été déportés de France (23 000 Français), dont 11 000 enfants. Environ 3 500 étaient établis en Alsace au moment de l'éclatement de la guerre. Parmi les déportés, seuls 2 500 survécurent (3%) et, en Alsace, un juif sur quatre est mort en déportation.

Les trois quarts de la population juive ont cependant été sauvés. Ils le doivent à l'action des mouvements de la résistance, mais aussi au rôle des Justes, qui développèrent des actions de solidarité à travers tout l'hexagone, souvent au péril de leur vie.

Les juifs d'Alsace Evacuation, expulsion et clandestinité

Évacués en 1939, ou expulsés par les nazis en 1940, les juifs d'Alsace redevinrent des errants sans feu ni lieu sur les routes de France. Eux qui avaient progressivement appris le paysage alsacien, qui avaient fait de ce coin de France leur terre, redécouvrirent la précarité de l'existence juive. Redevenus étrangers dans leur propre pays, ils furent confrontés à l'ambiguïté de l'autre : le voisin chrétien pouvait brusquement rompre tout lien, ne plus saluer ces parias honnus, et s'empresser de piller leur maison ; il pouvait aussi s'efforcer de sauver un peu de leurs biens, manifester sa solidarité avec les exilés. Traqués, et parfois dénoncés, nombreux furent ceux qui furent tués par les troupes allemandes et la Gestapo, ou qui disparurent en déportation.

(Encyclopédie d'Alsace, 7, Strasbourg, 1984, p. 4377)

En 1939, environ 30 000 juifs sont établis en Alsace, dont 10 000 à Strasbourg. En septembre de la même année, au moment de la mobilisation générale, plus des deux-tiers sont évacués. La majeure partie des juifs évacués se plie aux instructions gouvernementales au même titre que leurs compatriotes chrétiens, ils seront dirigés vers les départements du Gers, des Landes et du Lot-et-Garonne pour les Haut-Rhinois, de la Dordogne, l'Indre et la Haute-Vienne pour les Bas-Rhinois.

En 1940, les Juifs alsaciens ainsi que les patriotes francophiles et des communistes sont chassés de chez eux. L'Alsace doit être le 1^{er} territoire du III^e Reich à être «épuré» de ses Juifs.

« À Ingwiller déjà, nous avions passé de vilains moments. En effet, lors d'un bombardement, nos écuries et nos granges, ainsi que deux bêtes, avaient été la proie des flammes. Le 14 juillet un employé de la maison vint dire à papa de passer au bureau. Il rentra avec la triste nouvelle : au bout de trois quarts d'heure il faut être prêt à partir avec une valise et 5 000 francs.

La famille Schwab est venue d'Alsace et s'est réfugiée à Guéret en 1942 collection Charles Moreigne



Départ des évacués de la gare de Strasbourg
Septembre 1939
Archive Mémorial Alsace Moselle



Evacuation de Saint Louis 1 sept 1939
Photo Alain Gagnieux

Ce 14 juillet pas comme les autres, nous avions célébré en famille le dix-huitième anniversaire de ma cousine Margot : la tarte aux myrtilles, déjà découpée en tranches, resta intacte sur la table du festin... Place de la Mairie on fouilla nos bagages. Puis, les formalités terminées, on nous promena par toute la ville en camions. La musique militaire hitlérienne était installée sur la place du marché et, au son des tambours et des clairons, fêtait notre départ.

Vers huit heures du soir, enfin, les camions démarrèrent. En plein orage, nous arrivâmes à Schirmeck. Là on nous fouilla plus minutieusement encore, et gare à celui qui se faisait attraper. Nous passâmes la nuit dans des baraqués. (...) Le surlendemain de notre arrivée, on nous a mis sur des camions, et le voyage commença. Nous roulions à une vitesse infernale. Le soir, à six heures et demie on nous déposa à la ligne de démarcation, qui se trouvait en pleine forêt. Pendant plusieurs nuits, nous avons dormi sur la paille et dans un train de marchandises, vingt-cinq personnes par wagon. Enfin, à Lons-le-Saulnier, on nous hébergea dans un centre d'accueil. (...)

Ici tout est très rare. Il n'y a pas moyen de trouver du travail dans la région. La grand-tante Caroline est dans les Vosges, nous ne savons pas son adresse. Ses deux fils sont prisonniers. De cousin Séraphine nous ne savons rien du tout. Maman pleure souvent en pensant à la pauvre tante Caroline, qui est si seule maintenant. Je me demande quelquefois ce que nous avons fait pour être punis de la sorte ! Le 19 novembre 1940 »

Transcription d'une lettre d'Irène B. qui, depuis Blond en Corrèze, relate la manière dont sa famille a été chassée du village après la Débâcle.
In Claude Vigée, *La lune d'hiver*, Flammarion, 1970



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

La grande synagogue consistoriale du quai Kleber qui fut incendiée en 1940 et dynamitée en 1941
Archive Site du Judaïsme Alsacien



Le 13 juillet 1940, le Gauleiter Robert Wagner décide d'expulser les juifs restés en Alsace. Plus de 3 000 d'entre eux sont ainsi expulsés vers la zone non-occupée. L'ordre d'expulsion prononcé, les juifs disposent d'une heure pour préparer huit kilogrammes de bagages et réunir la somme qu'ils sont autorisés à emporter, soit 5 000 francs.

Les conditions d'expulsion sont épouvantables. Humiliés, spoliés de leurs biens, fouillés, dépouillés d'une partie de leur argent et de leurs bijoux, déracinés, les juifs d'Alsace espèrent trouver un refuge en zone non occupée, ne sachant pas encore qu'à deux reprises, le 3 octobre 1940 et le 2 juin 1941, le régime de Vichy définira légalement le statut des juifs pour mettre à son tour en œuvre sa politique d'exclusion.

En seulement trois jours, les nazis ont fait de l'Alsace une région *Judenrein*. Le 14 juillet, les Alsaciens mais pas les juifs sont autorisés à rentrer chez eux comme le feront dans la joie et la liesse leurs voisins chrétiens. Le 16 juillet, les derniers juifs sont expulsés d'Alsace.

L'ordonnance du 13 juillet permet de confisquer tous les biens, intérêts et droits des juifs alsaciens au profit du Reich. Les magasins et les logements abandonnés sont souvent pillés par des voisins, persuadés que le départ des juifs est définitif, sans retour. Certains meubles laissés par les juifs sont attribués aux rapatriés des zones évacuées et le reste est vendu aux enchères.



La synagogue de Mulhouse dévastée
Photo Paul Lichtenstein, 1940
Coll. Site du judaïsme d'Alsace et de Lorraine



Propagande nazie v. 1941 - Affiche NSDAP,
(parti national-socialiste allemand du travail)
Photo et coll. BNU Strasbourg (ref. 738763)



Les ruines de la synagogue de Biesheim
Photo Site du Judaïsme d'Alsace-Lorraine



La synagogue de Grussenheim en flammes
Photo Archive DNA



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

La politique d'exclusion et de persécution conduite par Vichy

Entre l'été 1940 et le printemps 1942, la politique anti-juive d'origine française prédomine et s'inscrit dans une guerre contre les étrangers de l'intérieur. La législation vichyssoise cerne tous les aspects de la vie quotidienne. Les Juifs sont peu à peu exclus de toutes les professions aussi bien publiques que privées. Vichy crée une nouvelle législation administrative qui vise les personnes non pour ce qu'elles ont fait, mais pour le danger potentiel qu'elles représentent aux yeux du pouvoir.

En 1940, 320 000 juifs se trouvent en France dont 150 000 étrangers et apatrides.

En Janvier 1942 le III^e Reich prévoit la destruction massive et totale des Juifs de toute l'Europe en décidant de créer des camps d'extermination. Situés essentiellement en Pologne, ce sont de véritables usines de la mort où périront des millions de Juifs.

A partir de juillet 1943, Drancy et Compiègne prennent leur place dans la mise en œuvre de la Solution finale en France décidée par les Allemands. Les camps français servent alors d'antichambre de la mort pour les juifs de France.



Recensement des juifs
Circulaire du préfet de la Dordogne,
Maurice Labarthe, 25 juin 1941
Coll. Site du judaïsme d'Alsace et de Lorraine



La France des camps durant la Seconde Guerre mondiale

Chronologie de la politique d'exclusion et de persécution des juifs du gouvernement de Vichy

- Mai 1940** - Sur 4 000 civils internés par Vichy 70 % sont Juifs
- 13 Juillet 1940** - Expulsion de tous les Juifs alsaciens vers la zone Sud
- 22 Juillet 1940** - 6 000 Juifs naturalisés français depuis 1927 perdent leur nationalité et deviennent apatrides
- 3 Sept. 1940** - Protestation du Général Huntzinger pour tenter de protéger les biens des Juifs alsaciens, il se réfère à la convention d'armistice mais n'est pas entendu.
- 3 Octobre 1940** - 1^{re} loi du statut des Juifs qui entraîne l'exclusion des Juifs de la fonction publique, du monde commercial et de l'industrie ainsi que la création des camps spéciaux de Gurs et Rivesaltes en zone Sud
- 7 Octobre 1940** - Abolition du décret Crémieux
- Mars 1941** - Création du commissariat général aux questions juives
- 2 Juin 1941** - 2^{ème} loi du statut des Juifs et recensement de tous les Juifs de France.
- 27 Mars 1942** - 1^{er} convoi de Juifs déportés depuis Compiègne, 73 suivront
- 7 Juin 1942** - Obligation du port de l'étoile jaune pour tous les Juifs de plus 6 ans
- 16 Juillet 1942** - Rafle du Vel d'Hiv
- 11 Nov. 1942** - Invasion de la zone Sud par les troupes allemandes suite au débarquement allié en Afrique du Nord
- 1942** - 42 000 Juifs français déportés vers Auschwitz
- 1943** - 17 000 Juifs français déportés vers Auschwitz
- 1944** - 15 000 Juifs français déportés vers Auschwitz



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE



Le camp d'internement de Drancy - Bundesarchiv, Bild 183-B10919

Les effets dans l'administration française

Le 25 juin 1941, Maurice Labarthe, préfet de la Dordogne, adresse une circulaire aux sous-préfets, aux maires du département de la Dordogne (zone libre) et aux maires de Gironde non occupée. Le document porte la mention *Secret et très confidentiel*:

(...) [J'ai] l'honneur de vous prier de vouloir bien, en conformité des instructions ministérielles que je viens de recevoir, dresser la liste nominative de tous les juifs connus ou réputés juifs de votre commune. Cette liste sera établie en double exemplaire par vos seuls soins et secrètement, avant déclaration des intéressés, à l'aide de tous moyens d'investigation en votre pouvoir. Ce document qui, je ne saurais trop insister sur ce point, ne doit sous aucun prétexte dépasser le cadre du Maire ou du Secrétaire de Mairie, vous permettra un premier contrôle des déclarations ultérieures. (...) La liste que je vous demande sera nominative et comportera les noms, prénoms, âge approximatif, profession du Chef de famille, et les mêmes renseignements en ce qui concerne le conjoint, chacun des enfants le cas échéant, ainsi que les autres membres de la famille (...).



Cartes d'identité: à gauche l'originale (1940), à droite la fausse mais officielle (1943)
Reproduction CRDP d'Alsace.



Carte d'identité juive
Papiers Anny-Yolande Horowitz, 1940
Coll. Klarsfeld

La politique de déportation et d'extermination

Les juifs alsaciens de nationalité française sont soumis au statut des juifs du 3 octobre 1940.

Anny-Yolande Horowitz est née à Strasbourg le 2 juin 1933. Cette carte délivrée à Tours le 4 décembre 1940 porte le tampon *juive* et montre qu'elle est sous surveillance policière comme étrangère (*Étranger surveillé*) bien que Strasbourg, son lieu de naissance, fut en territoire français au moment de sa naissance.

Elle a été internée au camp de Lalande, puis transférée à Drancy, d'où elle est déportée le 11 septembre 1942, à Auschwitz, avec sa mère Frieda et sa petite sœur de sept ans Paulette... Dans le convoi n°31. Aucune des 1 000 personnes, dont 171 enfants, n'a survécu.



Affiche sur la ligne de démarcation
Bundesarchiv, Bild 1011-017-1065-45A



Camp d'internement de Royallieu à Compiègne
Ouvert de juin 1941 à août 1944
Photo MémoireVive

L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE



Déportés et prisonniers au travail
dans le camp de Buna-Monowitz
(Auschwitz III)

Un étudiant alsacien

« Avant d'avoir été le matricule 176397, et avant de devenir Pikolo, j'avais été Jean Samuel, étudiant en pharmacie à Toulouse.

Depuis l'été 1943, j'avais rejoint ma famille qui d'Alsace, s'était réfugiée à Dausse, un petit village du Sud-Ouest, près de Villeneuve-sur-Lot. Mes oncles y avaient acheté une propriété, la villa Marie, et s'étaient reconvertis dans l'agriculture, la plupart des métiers étant interdits aux Juifs par les lois de Vichy, et leurs entreprises confisquées.

Cet hiver 1944, la situation était devenue de plus en plus difficile, pour nous comme pour tous les Juifs. Nous savions les risques que nous courions même si ce n'était pas suffisant pour nous convaincre de nous disperser.

Nous étions tous réunis, ce jeudi après-midi, le 2 mars 1944, lorsque la Gestapo est arrivée.

Les Allemands sont venus avec une ou deux voitures et un camion. La villa Marie a été encerclée comme pour une opération de commando. Le chef de la Gestapo d'Agen avait fait le déplacement en personne. (...) Peut-être avons-nous été dénoncés par quelqu'un du village ? Peut-être notre réussite agricole avait-elle fait des jaloux ? J'ai pensé un temps que l'un de mes oncles ou plusieurs, était entré dans la Résistance, ou avait des liens avec un réseau – les maquis commençaient à s'implanter sérieusement dans la région. Je n'ai jamais su.

Nous sommes restés quelques jours à Agen. Nous avons été interrogés plusieurs fois avant d'être emmenés à la prison militaire de Toulouse. Après dix jours de ce régime, le 17 mars, nous avons été emmenés à la gare. L'étape suivante était Drancy. Nous sommes restés dix jours à Drancy. On nous douchait de paroles rassurantes, de promesses : nous allions être envoyés dans une colonie où les familles resteraient groupées, nous aurions un petit jardin dont les femmes s'occuperaient pendant que les hommes iraient travailler dans les usines. On tentait de nous endormir.

Ce convoi du 27 mars 1944 était le soixante-dixième à quitter Drancy. Il emportait 1 025 prisonniers – 609 hommes et 416 femmes dont 45 Juifs arrêtés dans la région de Toulouse (*). Un an plus tard, il y aurait 152 survivants, dont 73 femmes. Des hommes de ma famille, je serais le seul à revenir. »

DREYFUS Jean-Marc et SAMUEL Jean.
Il m'appelait Pikolo, un compagnon de Primo Levi raconte.
Paris:Robert Laffont, Paris, 2007.

« Au printemps 1942, la politique d'exclusion et de persécution conduite par Vichy est relayée par la politique de déportation et d'extermination dans le cadre de la Solution finale. Avec l'occupation par les Allemands de la zone libre, le 11 novembre 1942, l'autorité du général Oberg (commandant supérieur des SS et de la police de France) s'étend dans toute la zone Sud, sauf la zone italienne jusqu'en septembre 1943. Le 10 décembre 1942, Hitler ordonne l'arrestation et la déportation de tous les juifs et autres ennemis du Reich en France. Depuis 1943, la police allemande installée en zone Sud procède à des arrestations et des rafles. En 1944, la Gestapo et la Milice accentuent la persécution des juifs.

Sur environ 320 000 juifs présents en France, 76 000 sont déportés. Ils sont environ 10 000 à avoir été livrés par les autorités de Vichy entre août et novembre 1942, soit avant l'occupation de la zone sud par les Allemands. »

Site du Judaïsme d'Alsace et de Lorraine
Témoignage de Jean Samuel, déporté avec Primo Levi.



Jean Samuel de Strasbourg
Arrêté le 2 mars 1944 à
Villeneuve-sur-Lot par la
gestapo d'Agen



Primo Levi en 1950
Déporté dans le camp
de concentration
et d'extermination
d'Auschwitz-Monowitz



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Juifs résistants et/ou résistants juifs

Parmi les mouvements de résistance, la proportion des juifs est importante. Les Juifs sont obligés d'entrer dans la clandestinité avant les jeunes français cherchés pour aller travailler en Allemagne via le STO.

Les familles sont souvent obligées de se séparer. Les parents les plus vulnérables sont prêts à se séparer de leur enfants pour leurs éviter de trop grands risques. Avec l'aide de réseaux plus ou moins fiables, les enfants sont cachés dans des institutions chrétiennes ou des fermes isolées. Les réseaux juifs essayent de faire fuir les enfants dans les pays neutres, Suisse ou Espagne, où ils seront à l'abri des nazis.

Jean-Pierre Lévy

Jean-Pierre Lévy né à Strasbourg en 1911. Après l'armistice, il intègre le groupe *France Liberté*. À partir de décembre 1941, avec son équipe, il publie un journal clandestin appelé *Le Franc-Tireur*, comme le mouvement de résistance dont il devient le chef national. Sous l'égide de Jean Moulin, le mouvement fusionne le 27 janvier 1943 avec *Libération et Combat* pour former les MUR (Mouvements Unis de la Résistance), suivi par la création du CNR (Conseil National de la Résistance), le 27 mai 1943.

Sur environ 320 000 juifs présents en France, 76 000 sont déportés. Ils sont 10 000 à avoir été livrés par les autorités de Vichy entre août et novembre 1942, soit avant l'occupation de la zone sud par les Allemands.

Marcel Marceau, sous l'influence de son cousin Georges Loinger, rejoint la résistance en 1942 à Limoges
Harry Pot - Nationaal Archief



Les EIF (Éclaireurs Israélites de France) au maquis, par Hubert Beauve-Mery

« Le 6 juin 1944, une centaine d'E.I. rejoignent le groupe EIF, déjà existant depuis plusieurs mois dans la montagne au-dessus de Castres (Tarn). Robert Gamzon dit Castor vient prendre le commandement de cette compagnie. Le mois de juin est consacré à la préparation militaire intensive, mais les armes sont peu nombreuses. Ce n'est qu'en juillet que la compagnie reçoit ses premiers parachutages, qui vont lui permettre de passer à l'action.

Le 8 août, les Allemands viennent en nombre attaquer le maquis EI ; ils brûlent et détruisent ses deux cantonnements. Sept hommes trouvent la mort, dont Gilbert Bloch et Roger Gotschaux. Quinze jours à peine après l'attaque allemande, c'est le tour de la compagnie Marc-Haguenau - ainsi fut-elle baptisée en souvenir du secrétaire général des EI, assassiné à Grenoble en mars 44 - de prendre l'offensive. Un train ennemi est capturé et le lendemain, c'est la libération de Castres et du Tarn.

La plus grande partie de la Compagnie est partie pour le front des Vosges et elle a pris part à la libération de l'Alsace. »

Temps Présent, hebdomadaire catholique de Paris, du 8 octobre 1944.



Edmond Fleg et Robert Gamzon (fondateur des EIF, Commissaire national, résistant)
Collection Mémorial de la Shoah



Georges Loinger, grand résistant juif né à Strasbourg, décédé en 2018 à l'âge de 108 ans

Vivre, survivre, espérer... c'est déjà résister

Une résistance plus spécifiquement juive s'est constituée en parallèle à travers onze réseaux principaux composés de plus de 600 membres : l'Armée Juive (AJ), à laquelle adhéra Claude Vigée jusqu'à son départ pour les États-Unis en 1942 ; le Mouvement des Jeunesse Sioniste (MJS) ; l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE), qui compta parmi ses dirigeants deux Alsaciens, le Dr Joseph Weill et Andrée Salomon ; la sixième-Éclaireurs Israélites de France ; le Comité Amelot...



Différentes formes de presse clandestine



Les écoles ORT au service des réfugiés dans le sud-ouest et repère de la Résistance de Dordogne durant le repli

Durant la guerre, l'organisation ORT France, malgré d'énormes difficultés, maintient sa mission d'enseignement et adopte de nouvelles techniques de travail: renforcement de l'enseignement agricole, ouverture d'ateliers artisanaux et de cours de formation professionnelle, auprès des centres de rassemblement de réfugiés. Son action porta essentiellement sur quatre camps: Brens, Rivesaltes, Récébédou et Gurs. L'Union Mondiale ORT ouvre également en 1940, une école ORT à Périgueux qui dispense des formations professionnelles aux populations juives déplacées. Son bureau de placement devient très rapidement le premier centre d'hébergement communautaire du sud-ouest de la France. Ce centre devient également un repère important pour les réseaux de résistance des maquis de Dordogne.

Jules Bloch, ORT Périgueux

Jules Bloch, né à Strasbourg, le 22 avril 1925, a été un membre actif du mouvement de résistance Combat. Dès janvier 1943, il organise au sein de l'école ORT de Périgueux et avec le professeur Jacques Bramson, la réparation d'armes récupérées, des postes de TSF pour la Résistance et de matériels clandestins. Le 3 novembre 1943, son unité Mireille-Combat est attaquée par les GMR (Groupes Mobiles de Réserve créés par le gouvernement de Vichy), dans le maquis de Saint Alvère en Dordogne. Le groupe subit des pertes importantes. Jules Bloch est blessé, incarcéré à Périgueux, puis à Limoges ; il est transféré avec son frère Georges et d'autres maquisards à la Centrale d'Eysses, puis au camp de Dachau via Compiègne.

Le Camp de concentration de Dachau sera libéré le 29 avril 1945 par les troupes américaines. C'est à son retour de déportation qu'il découvre le rôle important joué par son père Léopold Bloch dans les maquis de Dordogne, puis dans les FFI (les Forces Françaises de l'Intérieur), avec le grade de Capitaine.

Dès le 1er novembre 1945, Jules Bloch reprend du service à l'ORT France, c'est lui qui organisera le déménagement de l'école ORT de Périgueux à Strasbourg.



Cartes d'identité: à G. l'originale (1940),
à D. la fausse mais officielle
(1943) Reproduction CRDP d'Alsace.

Paris, collège Rocroy Saint Léon, août 1942. Deux monitrices du centre UGIF de la rue Guy-Patin, Bella Staw (à gauche) et Nicole Lorch sur laquelle on distingue l'étoile jaune, posent devant la statue de la Vierge.

Cette institution a offert, un temps, un espace de jeux aux enfants juifs du centre de la rue Guy-Patin, rescapés de la rafle du Vel d'Hiv



L'aide aux juifs et l'action des organisations juives

Un exemple de solidarité de la population de l'intérieur

Voici un itinéraire individuel qui restitue le cheminement d'un garçon juif alsacien d'Haguenau pendant la seconde guerre mondiale.

Fils de Szypa Israeliwicz et Mathilde Ptascheck, juifs de Haguenau fuyant la débâcle et réfugiés à Mauriac (Cantal), il évoque ses souvenirs d'enfance : l'arrivée dans une ville inconnue, le quotidien d'une famille juive dans la zone libre puis occupée et, surtout, le soutien de la population locale. Un élu contribua à leur survie en leur fournissant de vrais faux papiers d'identité. La mention Français par naturalisation sur la carte du père a permis à la famille de passer entre les mailles du filet nazi...



Ateliers de l'ORT durant la guerre dans le camp de Rivesaltes et de Brens



Visite d'Aaron Syngalowski à La Roche en 1942, en conversation avec l'ingénieur agronome Osher Malkin, qui sera plus tard le directeur de Mikvé Israël (Israël)

L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Le village de Mauriac dans le Cantal, des familles y furent cachées, d'autres arrêtées en 1942 et 1943
Source photo: Commune de Mauriac, crédit photo:D.R.



L'arrivée à Mauriac L'accueil et la vie dans le Cantal

« Nous nous sommes réfugiés en Auvergne, dans le Cantal, par hasard car nous n'avions plus d'essence pour continuer. Finalement nous y sommes restés toute la guerre. C'est le hasard.

Les fausses cartes d'identité ont été réalisées par le maire de Saint-Christophe-les-Gorges, près de Mauriac. Il a dit à mes parents : Avec vos papiers actuels, tamponnés JUIFS, vous allez avoir des ennuis, on va vous faire d'autres papiers. Un autre exemple qui m'est resté : malade, mes parents, m'ont amené à un médecin ; au moment de vouloir payer, il a dit : tant que vous serez ici, vous ne payerez pas. Tous les gens savaient qui nous étions, personne ne nous a dénoncés. Mon père a travaillé chez un paysan. (...)

Mon père, d'origine polonaise, a eu la chance d'être naturalisé en 1939, grâce au soutien du sous-préfet de Haguenau. C'était, je me souviens, un grand jour dans sa vie, et la première fois que je l'ai vu pleurer de joie !

Je ne me souviens pas d'avoir été sujet à des remarques, sauf une fois, mais c'était au sujet d'une compétition pour une jeune fille. Mon arrivée au collège (...). Ils n'avaient jamais vu un juif de leur vie, ils pensaient que j'avais peut-être des cornes ? Cela a duré une matinée et après nous fûmes les meilleurs copains du monde et, aujourd'hui encore, je garde un souvenir ému de cette époque. On n'a jamais été dénoncés. On a eu de la chance.

La situation s'est dégradée lors de l'occupation de la zone libre. L'association juive OSE qui s'occupait de sauver les enfants nous a pris en charge. Nous devions aller en Suisse. Nous étions une cinquantaine, j'avais à l'époque 16 ans. Cachés près d'Annemasse, les responsables nous avaient indiqué qu'il fallait courir dans la forêt et nous serions au-delà de la frontière suisse. Cela devait se faire le 5 juin 1944, hélas la veille du débarquement, et les Suisses ont fermé la frontière. Nous sommes retournés à Clermont-Ferrand, cachés dans un couvent, d'où je me suis sauvé avec mon cousin pour rejoindre nos parents.

La Libération a eu lieu peu de temps après grâce aux FTP. Ce n'est que bien plus tard que mes parents sont rentrés en Alsace. »

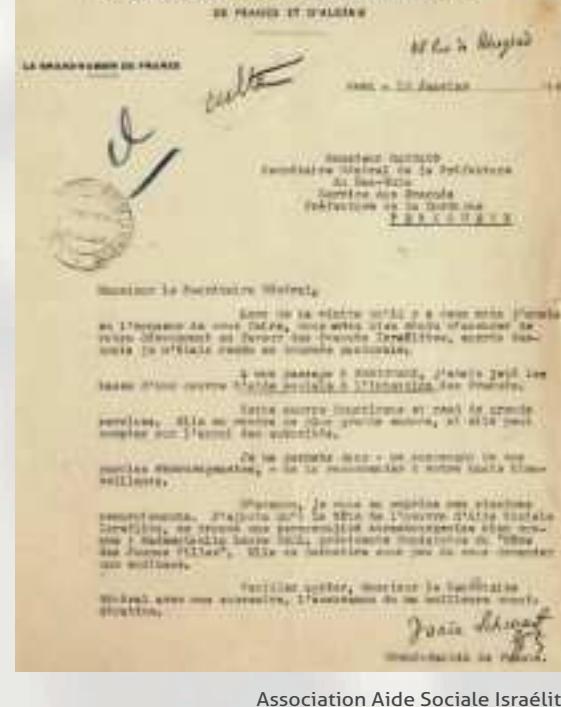
Témoignage d'un garçon juif alsacien de Haguenau (nom inconnu) fils de Szypa Israeliwicz et Mathilde Plaschek

L'aide des organisations juives

Dans cette lettre datant du 18 janvier 1940, le grand rabbin de France Isaïe Schwartz annonce au secrétaire général de la préfecture de la Dordogne la création de l'association Aide sociale israélite. En relation avec l'OSE et des EIF, cette association a aidé, surtout à partir de 1942, au placement clandestin des enfants juifs.

Ces organisations existaient avant la guerre et venaient en aide aux juifs étrangers réfugiés en France. Elles sont dissoutes par le gouvernement de Vichy et intégrées dans l'UGIF (Union Générale des Israélites de France) créée en novembre 1941 et contrôlée par le Commissariat général aux questions juives. L'UGIF a mis en place des cantines, des dispensaires, des maisons d'enfants qui malheureusement sont devenus de véritables pièges au moment des arrestations massives de juifs.

Les organisations juives, comme l'OSE et les EIF, ont œuvré clandestinement pour disperser les enfants, les placer dans des institutions religieuses ou des familles d'accueil et ont mis sur pied des filières d'évasion vers la Suisse et l'Espagne. Georges Loinger, dans le cadre du réseau Garel, est chargé d'établir une filière de passages d'enfants en Suisse. Avec le soutien actif du maire d'Annemasse, Jean Deffaugt, de cheminots et du JOINT (organisation américaine juive de secours), il évacue plusieurs centaines d'enfants.



Association Aide Sociale Israélite
Lettre d'Isaïe Schwartz, grand rabbin de France,
18 janvier 1940
Coll. Site du judaïsme d'Alsace et de Lorraine



LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE LE RENOUVEAU...

Environ quinze mille survivants juifs revinrent en Alsace et en Lorraine à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Ils s'établirent surtout dans les grands centres urbains. Les petites communautés déclinèrent. Progressivement, les métiers de marchands de bestiaux et de colporteurs perdirent de leur raison d'être, tandis que les études amenèrent les jeunes à quitter les villages et les bourgs. Certains juifs alsaciens et lorrains ne rentrèrent pas au pays. Ils restèrent dans leurs lieux de refuge du centre et du sud de la France.

Le retour

Extraits de l'ouvrage du professeur Freddy Raphaël
Les Juifs d'Alsace et de Lorraine, de 1870 à nos jours
Chez Albin Michel - 2018

Le retour des survivants juifs d'Alsace et de Lorraine ne se fit pas dans l'allégresse. Il y avait trop de «disparus», les repères de leur vie collective étaient dévastés, rayés du paysage. Des synagogues avaient servi d'écuries, des tombes avaient été utilisées pour pavé des cours de fermes ou pour restaurer les chaussées des villages. Les demeures, les ateliers et les magasins avaient été pillés.

L'histoire des Juifs alsaciens est quelque peu «écrasée» par celle de l'incorporation de force qui a touché les alsaciens restés sur place ou rentrés en 1940. L'accueil fut parfois amer, voire brutal. Certains qui s'étaient emparés de meubles de leurs voisins juifs, et qui, après avoir prétendu qu'«ils avaient toujours été dans leur famille», s'excusaient en disant: «Mais nous ne pensions pas que vous reviendriez.» Il y eut ceux qui refusèrent de quitter l'appartement attribué par les autorités nazies. Dans certains bourgs, on n'hésitait pas, lors de fêtes, à reprendre en chœur des chants nazis, tandis que des adolescents se plaisaient à exhiber leurs poignards gravés des initiales H. J. de la Jeunesse Hitlérienne.

Le rabbinate qui survit à la Seconde Guerre mondiale est meurtri et diminué ; les éléments les plus jeunes, les plus novateurs, sont morts, victimes du génocide. Ces guides, qui avaient cru avec confiance que les juifs faisaient partie de la nation, durent reconnaître qu'ils formaient une communauté isolée dans l'épreuve. Et quelles que fussent les protestations de fraternité retrouvée, le cœur n'y était plus. Le rêve, qui répondait non seulement à un besoin de sécurité mais aussi au désir d'être reconnu, s'était irrémédiablement dissipé.

Le sursaut des bâtisseurs

Les artisans de la restructuration de la communauté juive d'Alsace-Lorraine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale furent des hommes et des femmes qui, alors même que leurs vies étaient menacées, espéraient dans un avenir pour les Juifs en France. L'étude assidue des textes de la tradition et de leur confrontation à la quête de sens les amena à placer l'école et l'éducation de la jeunesse au centre de toutes leurs préoccupations.

À partir d'une définition d'un judaïsme exigeant et engagé s'affirme une nouvelle priorité, la construction d'un système éducatif devant forger des juifs de conviction et non plus de condition.



La famille Neher se réfugia à Lanteuil dans un lieu qui fut nommé Mahanayim après Brive-la-Gaillarde en Corrèze en 1943. Les deux parents Neher Rosette et Albert Neher ; leurs quatre enfants : Richard, André, Suzanne et Hélène ; la femme de Richard, Julienne ; le mari d'Hélène, Nathan Samuel et leurs trois enfants.
Source photo : Coll. famille André Neher



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

L'un des principaux initiateurs de ce redressement fut sans conteste le **rabbin Abraham Deutsch**, expulsé d'Alsace avec la communauté. Il ouvrit en septembre 1942 à Limoges une école secondaire juive, le **Petit Séminaire israélite (PSIL)** qui fédère les mouvements de jeunesse tels les Éclaireurs Israélites de France, sous l'impulsion de **Robert Gamzon** (Castor) et **Yechouroun**, mouvement traditionaliste d'origine strasbourgeoise et forment des éducateurs juifs. C'est au PSIL que se retrouvent, avant de rejoindre la Résistance, ces Alsaciens qui seront les artisans de la construction d'une communauté nouvelle, **Beno Gross, Lucien Lazare, Max Warschawski, Théo Dreyfus, Bernard Picard et Jean Paul Bader**. La conjonction de l'enseignement du Talmud, de la littérature hébraïque, avec celui de la philosophie, répondait à l'impératif proné en Allemagne au XIX^e siècle par le célèbre rabbin Samson Raphaël Hirsch: «Thora im Derekh Erets», «Pour une Thora présente au monde», un judaïsme éclairé et ouvert.

Au lendemain de la guerre, face à la catastrophe qui s'était abattue sur le peuple juif, le questionnement des textes de la tradition et l'étude des commentaires talmudiques et rabbiniques seront au centre de l'enseignement religieux dispensé dans les écoles juives. C'est dans cette perspective que le rabbin Abraham Deutsch fonde à Strasbourg un établissement qui ouvrit ses portes en octobre 1948. Son disciple **Beno Gross** accueillit à l'**École Aquiba** une trentaine d'élèves des classes primaires et secondaires. C'est dans ces locaux exiguës qu'eurent lieu, depuis la cuisine, la cage d'escalier jusqu'au débarras, les cours en 1954. Ayant convaincu les représentants de la communauté juive qu'il s'agissait de former des cadres capables de s'ouvrir depuis le judaïsme vers le monde, le comité de l'école, soutenu par le **FSJU** (Fonds social juif uniifié), put contracter un emprunt et acquérir tout un immeuble.

C'est l'expérience d'une formation et d'un engagement commun pendant la guerre qui a forgé chez les anciens élèves du PSIL et les animateurs des mouvements de jeunesse une même volonté d'être les bâtisseurs d'une communauté nouvelle.

Les trois directeurs des premières écoles juives de France, **Beno Gross, Théo Dreyfus et Bernard Picard**, sont originaires d'Alsace. Ils ont étudié ensemble à Strasbourg avant-guerre et ont combattu en étroite liaison pendant la guerre. L'école Aquiba ne tarda pas à passer un contrat d'association avec l'Etat. Au programme hebdomadaire d'enseignement général scrupuleusement respecté, s'ajoutaient huit à quinze heures d'étude juive. L'école s'efforçait de promouvoir un judaïsme de libre adhésion et une pratique éclairée.

D'autres institutions du judaïsme se mirent en place progressivement en Alsace-Lorraine. C'est ainsi qu'en 1954 le **Talmud Thora** de Strasbourg décide de se réorienter en se fixant pour priorité «l'apprentissage d'une vie juive fondée sur l'étude des textes traditionnels».



De haut en bas, les bâtiments historiques de l'Ecole Aquiba, de la Clinique Adassa, du Home Laure Weil, de l'Ecole ORT et de la Grande Synagogue de la Paix construite en 1958.

L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE



Visite du Président Coty le 5 juillet 1957
à sa gauche J. Weill, à sa droite A. Deutsch,
au 1^{er} plan le bedeau Gerson Lévy, photo E. Klein



Visite du général de Gaulle à la synagogue de Strasbourg
Revue alsacienne illustrée, 1964
Photo et coll. BNU Strasbourg (ref. 688765)

Il s'agissait avant tout d'accueillir les orphelins juifs alsaciens de la déportation. Le Home de jeunes filles dirigé par **Laure Weil**, puis par **Fanny Schwab**, ouvrit ses portes à des orphelinées puis à des étudiantes et des jeunes filles venues travailler à Strasbourg. En 1948, l'**Orphelinat israélite de jeunes filles**, dorénavant appelé **Les Violettes**, rouvre ses portes pour abriter les enfants de déportés, garçons et filles. Une structure parallèle est créée pour les garçons sous la responsabilité d'**Alfred Blum**, le Foyer des jeunes gens. S'y adjoindra par la suite le premier restaurant kasher pour les étudiants.

Dès 1946, l'ancienne **École Israélite du Travail de Strasbourg** rejoint le **réseau de l'ORT**, l'Organisation-Reconstruction-Travail créée en 1880 dans la Russie tsariste. À la mission d'insertion sociale et professionnelle par l'école et par le travail manuel, s'ajouta le souci de transmettre une identité juive. **Isaac Pougatch** puis **André Néher** mirent en place des enseignements de culture juive. La célébration des fêtes religieuses et la commémoration des grands événements qui scandent l'histoire juive, l'accent mis sur la place qu'occupe le travail dans la pensée traditionnelle, devaient forger un attachement au judaïsme chez les jeunes, tout comme la vie juive partagée à l'internat.

Sous l'égide de l'**OSE**, l'ancien **Orphelinat israélite de Haguenau** accueillit quarante-cinq garçons et filles dont les parents avaient été déportés. Le couple de directeurs, **Hélène et Nathan Samuel**, s'efforça d'entourer les enfants pour que la maison devienne leur nouvelle famille.

Dès 1947, la **Clinique Adassa de Strasbourg**, créée en 1875 par des personnalités de la communauté juive strasbourgeoise rouvrit ses portes. L'établissement s'était développé au cours du temps pour devenir un hôpital important, accueillant indistinctement juifs et non-juifs. Il assurait une nourriture kasher et comportait un oratoire pour la célébration du culte juif.

Dans l'après-guerre, c'est encore d'Alsace que continuèrent à venir les nouveaux rabbins, tels **Simon Schwarzfuchs** et **Alain Goldmann**. Lors d'une de ses tournées de recrutement, le **grand rabbin Henri Schilli**, nouvellement nommé directeur du **Séminaire israélite de France**, sut éveiller la vocation rabbinique du jeune **Josy Eisenberg**.

La grande synagogue du quai Kléber avait été détruite par les nazis. Après la guerre, les responsables communautaires s'interrogèrent sur l'opportunité de sa reconstruction. Pouvait-on faire confiance à la terre d'Alsace après l'expérience de l'abandon et la spoliation ?

Ce fut le pari de l'espérance envers et contre tout qui l'emporta. La nouvelle synagogue fut inaugurée le 23 mars 1958, avenue de la Paix, dans un quartier bourgeois où vivait la majorité des juifs. **Elle porte au fronton ce verset du prophète Zacharie (4, 6) «Plus fort que le glaive est mon esprit.»**

Extraits de l'ouvrage du professeur Freddy Raphaël
Les Juifs d'Alsace et de Lorraine, de 1870 à nos jours
Chez Albin Michel - 2018

La synagogue de la Paix et le centre communautaire, symboles vivants de la refondation

La construction de la Synagogue de la Paix s'est achevée en 1958. Le 5 juillet 1957 le Président de la République d'alors, Monsieur René Coty est venu visiter la synagogue encore en construction. L'inauguration de la nouvelle synagogue et du Centre Communautaire fut célébrée solennellement le 23 mars 1958 en présence d'une foule immense et des dignitaires de la communauté, de la ville et de la région. Un peu plus tard, la Synagogue reconstruite eut l'honneur de recevoir la visite du Général de Gaulle.

Site du judaïsme d'Alsace et de Lorraine



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Le Bulletin de nos Communautés, témoin et instrument de la reconstruction de la communauté juive d'Alsace-Lorraine dans l'immédiat après-guerre (1945-1950)

Extraits du mémoire « Le Bulletin de nos Communautés » de Nicolas Laugel, étudiant en maîtrise d'histoire qui a effectué un travail de recherche sur la reconstruction des communautés juives dans l'immédiat après-guerre. Université Marc Bloch - Strasbourg - 2019

Le Bulletin de nos Communautés fut fondé en 1945 par Nephtali Grunewald et le Grand Rabbin Abraham Deutsch. La fondation de ce bimensuel est intimement liée au retour des Juifs dans leur patrie d'Alsace et de Lorraine. En effet, le but de ce journal était de voir s'unir et renaître les différentes communautés d'Alsace-Lorraine revenues sur leur terre.

Le Bulletin communiquait à ses lecteurs des informations de première nécessité concernant la reprise d'une vie juive traditionnelle. On y trouvait notamment l'horaire des offices religieux et du mikvé (bain rituel), le calendrier religieux, l'horaire de fin de Shabbat pour les communautés de Strasbourg, Mulhouse, Colmar, Metz et Nancy. La communauté était aussi informée, au fil des bulletins, des naissances, bar-mitsvoth, fiançailles, mariages, décès, inhumations et, par une liste, les personnes victimes de la déportation. À côté de cela, le Bulletin dresse la situation catastrophique dans laquelle se trouvaient la plupart des cimetières et synagogues à l'instar de celle du quai Kléber détruite en 1940.



Le numéro 1 de décembre 1945
du Bulletin de nos communautés

Le journal fait aussi état du corps rabbinique, particulièrement touché pendant la guerre, si bien, que les rabbins, en raison de leur nombre restreint, devaient s'occuper de ressorts rabbiniques deux fois supérieurs à ceux d'avant-guerre. Comme nous le rapporte le bimensuel, les différentes communautés s'organisèrent et ce, malgré les difficultés. Ainsi, les offices religieux reprirent, de manière régulière ou non, et la réfection des synagogues et des cimetières commença. Certaines synagogues furent remises en état plus vite que d'autres à l'instar de celle de Haguenau qui, en 1947, était en grande partie restaurée. Alors qu'en 1950 la communauté de Mulhouse retrouvait son temple, celle de Strasbourg inaugurerait à peine sa synagogue provisoire.

Pendant ce temps, s'opérait la réorganisation des Consistoires dont les élections se tinrent au printemps 1946 pour ceux du Bas-Rhin et de Moselle. De plus, les nominations d'Abraham Deutsch au poste de Grand Rabbin du Bas-Rhin et celle de Simon Fuks pour le Haut-Rhin eurent lieu au printemps 1947.

Le Bulletin ne manqua pas de promouvoir les œuvres sociales mises en place, à l'instar de la Maison d'Enfants de Déportés de Strasbourg ouverte par le Grand Rabbin Deutsch alors qu'aucun lieu d'accueil ne fonctionnait. Ou encore, le Home Israélite de Jeunes Filles et l'Orphelinat Israélite de Garçons d'Haguenau qui rouvrirent leurs portes dès 1946. De plus, le journal ne cessa jamais de mettre en avant les institutions chargées de la formation et de l'encadrement de la jeunesse. La formation était à la fois professionnelle, grâce à l'O.R.T. (dès 1946), à la fois profane et religieuse grâce à l'école Aquiba fondée en 1948 par le Grand Rabbin Deutsch et sous la direction de Beno Gross. Ces deux établissements eurent, tout comme les différents mouvements de jeunesse d'Alsace-Lorraine qui, peu à peu, reprirent leurs activités d'avant-guerre, pour but de transmettre aux jeunes les valeurs morales et spirituelles du judaïsme afin qu'ils puissent vivre une vie juive intégrale.



Le grand rabbin
Abraham Deutsch



Nephtali Grunwald



L'ÉVACUATION DE L'ALSACE 1939 - 1940

L'EXODE ET LE SORT DES JUIFS D'ALSACE ENTRE 1939 ET 1945

LE RETOUR ET LA RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Les Justes des Nations d'Alsace

Il est important de noter également que 34 femmes et hommes d'Alsace, originaires du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, ont été honorés du titre de *Justes des Nations* par *Yad Vashem*. Ces femmes et ces hommes, au péril de leur vie, ont effectué des sauvetages de Juifs en dehors de l'Alsace, la région ayant été totalement évacuée et ses ressortissants juifs expulsés par l'occupant nazi lors de l'annexion de l'Alsace et de la Moselle en 1939 puis en 1940.



Adélaïde Hautval première femme alsacienne juste parmi les Nations

- **Charles Émile Altorffer**, (1881-1960), de Wœrth, pasteur et député, directeur du service des réfugiés d'Alsace-Lorraine à Périgueux, directeur du service des Cultes pour l'Alsace-Moselle en 1944, il assure à partir d'avril 1944 la direction clandestine des œuvres sociales juives. Année de nomination:2001. Dossier no 9408.
- **Eugène Balthazar**, originaire d'Alsace, directeur du centre d'accueil du Secours national à Annemasse, il aide le maire Jean Deffaught et le résistant juif Georges Loinger. Année de nomination:2011. Dossier no 10744.
- **Robert Bengel**, (1905-1987), de Seltz, vicaire à la paroisse de Niederbronn-les-Bains, il y fonde la JOC. Aumônier de l'École Normale catholique alsacienne repliée à Solignac (Haute-Vienne). Année de nomination:2002. Dossier no 9786.
- **Auguste-Louis Bieber**, (1894-1947), de parents et grands-parents originaires de Mackwiller, ayant opté pour la France en 1872, chef de district EDF, responsable de la Compagnie d'électricité de la Meuse et de la Marne et son épouse Jeanne Bieber Beauchet originaire d'Alsace (1900-1994). Année de nomination:2011. Dossier no 12083.
- **Pierre Bockel**, (1914-1995), de Saint-Amarin, séminariste à Lyon puis aumônier de la Brigade indépendante Alsace-Lorraine. Année de nomination:1988. Dossier no 3703.
- **Hélène Burger**, (1900-?), de Mulhouse, convoyeuse bénévole de la Croix-Rouge. Année de nomination:1980. Dossier no 1925.
- **Paul Dousselin**, originaire d'Alsace (?-1966), directeur d'entreprise repliée dans le Cantal, et Jean-Michel Dousselin de Strasbourg. Année de nomination:2000. Dossier no 9126.
- **Nicolas Dupont**, (1900-1945) de Kerling-lès-Sierck (Moselle). Gendarme à Gambsheim, Résistant. Année de nomination:1979. Dossier no 1537.
- **Camille Ernst**, (1900-1983), de Sélestat, conseiller de préfecture dans l'Hérault puis à Marseille, déporté. Année de nomination:1971. Dossier no 709.
- **Louis Felten**, (1913-1994), agent de police aux forges d'Audincourt et sa femme Jeanne. Année de nomination:2008. Dossier no 11443.
- **Henri Frauli**, de Munster, compositeur et critique musical, responsable des services d'assistance aux réfugiés en Haute-Savoie. Année de nomination:1975. Dossier no 937.
- **Paul Gruffat**, (1909-1956), de Benfeld, gendarme à Thonon-les-Bains, déporté à Buchenwald d'où il revient en mai 1945, et sa femme, Geneviève. Année de nomination:1994. Dossier no 6049.
- **Emilie dite Hélène Guth-Weingarten**, (1911-?), de Bust (Bas-Rhin), infirmière et réceptionniste au centre médico-social de l'OSE à Marseille. Résistante, Combat, réseau André Année de nomination:1985. Dossier 3210 .
- **Urbain Haag**, (1893-1962), de Strasbourg, Policier, entré dans la police d'État de Strasbourg en 1919 en tant que gardien de la paix. Nommé brigadier-chef en mai 1940. Il quitte l'Alsace pour combattre dans les rangs de l'armée française. Année de nomination:2005. Dossier no 10240.
- **Honoré Haessler**, (1894-1966), de Saint-Louis, gendarme. Année de nomination:2004. Dossier no 10030.
- **Adélaïde Hautval**, (1906-1988), du Hohwald, médecin-psychiatre, déportée. Année de nomination:1965. Dossier no 100.
- **Victor Kolmer**, (1888-1972), de Schirrhein, prêtre, fondateur de l'Œuvre Don Bosco en Alsace, directeur d'un collège agricole dans la Loire. Année de nomination:1997. Dossier no 7266.
- **André Martin**, (1912-1998) de Blotzheim, gendarme et résistant en poste à Annot (Alpes de Haute-Provence), Année de nomination:2013. Dossier no 12726.
- **Paul Mathery**, (1907-1944) né à Neuve-Église, secrétaire de mairie, mort en déportation à Mauthausen. Année de nomination:2002. Dossier no 9624.
- **Eugénie Mettenet**, (née Guimet) du Hohwald, (1916-2008), habitante du Chambon-sur-Lignon. Année de nomination:1989. Dossier no 4158.
- **René Muller**, originaire d'Alsace, proviseur adjoint du lycée de garçons Vaugelas à Chambéry. Année de nomination:1996. Dossier no 7191.
- **Élisabeth** (1910-1978) et **Eugène Munch**, (1904-1980), de Strasbourg, directeurs d'une maison d'enfants au Chambon-sur-Lignon. Année de nomination:2001. Dossier no 9300.
- **Louise Osterberger**, (1890-1971), de Munster, femme au foyer réfugiée en Côte d'Or. Année de nomination:1997. Dossier no 7444.
- **Albert Pfleger**, de Plobsheim, (1900-1999), frère mariste, directeur d'une école française à Budapest. Année de nomination:1981. Dossier no 2008.
- **Hélène Schweitzer-Rosenberg**, (1910-1983), de Strasbourg, étudiante aux Beaux- Arts, agent de liaison, elle fabriquait des faux papiers. Année de nomination:2002. Dossier no 9764.
- **Auguste et Suzanne Steinmetz**, de Strasbourg. Année de nomination:1985. Dossier no 3139.
- **Joseph Storck**, (1897-1989), proviseur de lycée à Limoges, maire de Guebwiller de 1971 à 1973. Année de nomination:1998. Dossier no 8086.
- **Aloyse Strebler**, (1899-?), officier de police à Périgueux et sa femme Mélanie, originaires de Kintzheim. Année de nomination:1978. Dossier no 1220.
- **André Traband** (1920-1992) et sa femme Éliane, réfugiés à Solignac. Année de nomination:1973. Dossier no 814.
- **Alfred Thimmesch**, (1901-1944) né à Metz, policier, secrétaire de police à Strasbourg, puis à Périgueux et à Voiron (Isère). Résistant, mort en déportation à Mauthausen. Année de nomination:2009. Dossier no 11511.
- **Raymonde Weiss**, (1923-1997), de Gundershoffen, réfugiée en Dordogne. Année de nomination:1998. Dossier no 8327.
- **Magda Zech**, (1879-?), supérieure du couvent de Notre-Dame de Sion à Strasbourg puis à Grenoble après l'évacuation de 1939. Année de nomination:1990. Dossier no 4687.





Charles Altorffer

Juste parmi les Nations

Charles Altorffer (1881-1960) est né à Wœrth. Vicaire puis pasteur, il est nommé Directeur des Cultes pour les trois départements recouvrés d'Alsace-Lorraine, le 26 mai 1929.

Evacué vers Périgueux en septembre 1939 avec le reste de la population de Strasbourg, il prend la direction des services des réfugiés d'Alsace-Lorraine.

Dès son arrivée il effectue des tournées régulières dans les dix départements d'accueil et met tout en œuvre pour assurer aux réfugiés alsaciens un confort minimum et des logements décents. Il permet également aux ministres du culte israélite de poursuivre l'exercice de leurs fonctions et de percevoir leur traitement.

Le 4 avril 1944, la Gestapo arrête et fait déporter le personnel de l'UGIF à Périgueux, œuvre qui distribue des allocations aux Juifs réfugiés et cachés dans la région de Périgueux. Charles Altorffer assure alors clandestinement la direction de l'UGIF. Il répartit l'argent, transporté secrètement depuis Lyon par la Résistance juive, aux Juifs cachés: plus de mille allocations seront ainsi distribuées en juin 1944.

Il s'expose ainsi à des risques majeurs pour protéger les réfugiés, recueillant des Juifs chez lui ou les plaçant chez des personnes de confiance.

À la fin de la guerre, il rentre à Strasbourg, en décembre 1944 et reprend ses fonctions de directeur du Service des cultes pour l'Alsace et la Moselle. Le 29 octobre 1955, il devient maire de Strasbourg, jusqu'aux élections municipales du 14 mars 1959. Il meurt à Strasbourg le 6 août 1960.

Le 18 juin 2001, Yad Vashem a décerné à Charles Altorffer le titre de Juste parmi les Nations.

Edouard Bing

Acteur de la reconstruction communautaire



Edouard Bing (1898-1986) est né à Sierck-les-Bains, près de Thionville. Après la Première Guerre mondiale, il entreprend des études de droit à l'université de Strasbourg, et est extrêmement actif dans les mouvements de jeunesse juifs et sionistes de l'époque. En 1923, il fonde notamment avec son ami Tobie Salomon le bureau du KKL à Strasbourg.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, il est le membre le plus jeune de la commission administrative de la communauté. Réfugié à Limoges pendant la guerre, il prend la présidence de la communauté à son retour en 1945 et ceci jusqu'en 1950. Il est chargé, entre autres, de créer les structures de la communauté renaissante, et de l'échange des terrains, fait par la communauté avec la Ville de Strasbourg, pour la reconstruction de la Synagogue.

Maître Edouard Bing prend également à cœur l'éducation des enfants de la communauté: membre de longue date de la commission de l'enseignement il a enseigné bénévolement au Talmud-Torah. Il ne manque pas non plus de transmettre à un grand nombre d'élèves sa connaissance approfondie de la grammaire hébraïque.

Edouard Bing a enfin été le président de la 'Hévra Kadicha pendant plus de quarante ans, œuvrant pour sa bonne organisation.

Consciente, éprix de justice sociale, ouvert d'esprit, il a toujours été prêt à examiner toute idée nouvelle et à remettre en question les préjugés, tout en restant attaché aux traditions anciennes.

Gilbert Bloch

Résistant et maquisard



Gilbert Bloch (1920-1944) est le fils unique d'Alice Blondel. Polytechnicien, ses études sont interrompues par la guerre.

À Lyon, puis à Grenoble, il prend contact avec les EIF dont il se sent proche et devient l'adjoint du commissaire national EIF Robert Gamzon (Castor). En novembre 1942, il devient l'un des responsables du camp agricole de Lautrec (Tarn), toléré par Vichy avec le discret appui de la mairie du lieu et du préfet du Tarn. Très marqué par sa double identité française et juive, il exerce une profonde influence sur les jeunes et devient leur guide spirituel. Lors de la création de la compagnie Marc-Haguenau au maquis de Vabre, Gilbert Bloch devient le chef. Robert Gamzon s'occupant des relations avec les autres maquisards tués lors de cette attaque.

Le 7 août 1944, un parachutage est annoncé en code par la radio anglaise. Il doit avoir lieu sur le terrain Virgule, près de Viane. Le 8 août, une colonne blindée de la Wehrmacht attaque au moment du parachutage. Robert Gamzon donne l'ordre de décrochage. Trois des EIF sont tués : Rodolphe Horwitz, dix-huit ans, Roger Gotschaux, vingt et un ans et Gilbert Bloch, vingt-quatre ans, lieutenant de la 2e compagnie de Vabre. Une stèle érigée à Lacaune, près de Vabre, rappelle leurs noms et ceux de quatre autres jeunes maquisards tués lors de cette attaque.



Léo Cohn

Une figure des EIF disparue dans un des camps annexes de Natzweiler-Struthof...

Léo Cohn (1913-1945) fut une personnalité marquante des Éclaireurs Israélites de France.

Léo Cohn était l'instructeur national des EIF (Eclaireurs Israélites de France) et l'un de leurs principaux inspirateurs religieux. Arrêté par les Allemands le 20 mai 1944, alors qu'il dirigeait un convoi de soixante garçons vers l'Espagne et la Palestine, il a été déporté à l'âge de 29 ans.

Né en 1913 à Hambourg, il fuit l'Allemagne de Hitler en 1933. Très vite, il devient le responsable du Clan de l'Élan et joue un rôle d'organisateur au sein du secrétariat national des EIF où il est remarqué par Robert Gamzon, (figure de la Résistance juive de France et fondateur des Eclaireurs Israélites de France)

Léo Cohn donne un vécu enthousiaste au judaïsme EIF et fonde la chorale de ce mouvement. Ensuite il devient responsable des organisations de jeunesse juives en Alsace. En 1939 il s'engage dans la Légion Étrangère.

Durant l'Occupation, il est membre de l'équipe nationale des EIF bientôt interdits mais qui survivent clandestinement. Il est aussi aumônier itinérant, instructeur national de chant tout en étant un des responsables des fermes écoles de Lautrec dans le Tarn, puis il s'occupe de sauver les enfants juifs.

Déporté à Auschwitz le 31 juillet 1944 (par le convoi 77), il meurt de dysenterie le 28 décembre 1944 dans un camp annexe de Natzweiler-Struthof au sud de Stuttgart, après un périple de plusieurs milliers de kilomètres (Toulouse-Drancy, Auschwitz, camp de Stutthof près de Dantzig, mines de sel de Silésie, camp annexe d'Echterdingen près de Stuttgart).



Lucien Cromback

Pilier de la communauté évacuée

Lucien CROMBACK (1884 - 1961) est originaire de Saverne. Après avoir mené des études d'architecte et d'ingénieur, il devient architecte en chef du Gouvernement nommé dans l'administration d'Alsace - Lorraine en 1912. Dès les années 1920, il s'implique dans plusieurs œuvres de la communauté de Strasbourg : l'orphelinat, l'hôpital israélite, la colonie de Schirmeck, le Home Israélite de jeunes filles...

Lors de l'Evacuation, préoccupé par la désorganisation et le désarroi dans lequel se trouvaient les réfugiés juifs, il réussit à regrouper les dispersés et à organiser une communauté juive à Périgueux (il en devient par ailleurs le premier président).

Avec l'aide de Laure Weil et Fanny Schwab, du Docteur Joseph Weil, du Grand Rabbin René Hirschler et son épouse Simone, Lucien Cromback participe à la création des œuvres d'Aide Sociale Israélite. Au fur et à mesure de l'arrivée des expulsés d'Alsace, il continue de s'occuper de l'hébergement et de l'organisation de leur vie en Dordogne.

De retour à Strasbourg, il est élu Président du Consistoire Israélite du Bas-Rhin en 1946, à une époque où la réorganisation de la communauté était la priorité absolue. Il est également président de la colonie de vacances de Schirmeck, de la clinique Adassa, de l'Orphelinat Israélite de Strasbourg, parmi d'autres institutions.

Ces activités communautaires sont menées parallèlement à une intense activité professionnelle : M. Cromback a notamment conçu le Monument aux Morts et aux Victimes de la Déportation du Cimetière de Cronenbourg.



Grand Rabbin Abraham Deutsch

Enseignant et bâtisseur...

Abraham Deutsch (1902-1992), est né à Mulhouse.

Nommé à 22 ans à la tête de la Communauté de Sarre-Union, il prend deux ans plus tard la tête de la Communauté de Bischheim et du Talmud-Torah de Strasbourg. Le Rabbin Deutsch enseigne aussi au Lycée Fustel de Coulanges et au Lycée de Jeunes Filles de la rue des Pontonniers.

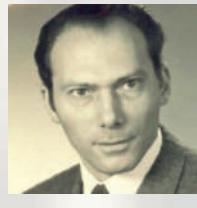
Après la défaite de 1940 il retrouve la Communauté de Strasbourg, repliée à Limoges. Il parvient à maintenir les activités communautaires de Limoges, même lorsqu'il se fait recherché par la milice ou la Gestapo. Arrêté à deux reprises, il n'échappe à la déportation que grâce à la libération de Limoges par la Résistance.

Dès son retour à Strasbourg en 1945, il entreprend de reconstruire la communauté. Grand Rabbin intérimaire avant d'être promu titulaire en 1947, il organise les premiers offices à la synagogue de la rue Kageneck. Un vaste chantier s'ouvre à lui: offices au Palais des Fêtes, aménagement de la synagogue provisoire de la place Broglie, remise en œuvre des institutions d'avant-guerre et surtout, la construction de la Synagogue de la Paix.

Outre la sphère culturelle, le domaine social est un autre axe de travail pour le Grand Rabbin Deutsch: il crée le Foyer des Enfants de Déportés (l'actuel Beth-Hillel) et élargit le recrutement des Violettes, comme plus tard il soutiendra les différentes institutions de Strasbourg.

Soucieux de transmettre son message au-delà du cercle des fidèles de la synagogue, il s'associe à Neptali Grunewald pour développer le Bulletin de nos Communautés, qui deviendra l'actuelle Tribune Juive.

Sa création la plus originale est celle de l'Ecole Aquiba, premier établissement scolaire juif fondé en France après 1945.



Théodore Dreyfus

Résistant et philosophe

Théodore Dreyfus est né en 1925 à Strasbourg.

Il entre dans la Résistance en 1943 : recruté par Marinette Kaufman et Robert Gamzon (Castor), il participe au sein de la "6ème" à la planque d'enfants juifs pour les mettre à l'abri des déportations. Arrêté à Périgueux par la Gestapo, il est libéré après vérification de sa (fausse) carte d'identité.

Dans le cadre de l'Organisation Juive de Combat, Théo participe à un acte de sabotage contre un train et est blessé en 1944 pendant les combats pour la libération du Tarn, ce qui lui vaudra la Croix de guerre.

Il reprend à Lyon et à Strasbourg des études supérieures et est licencié ès Lettres en 1947. Il se marie la même année avec Jacqueline Weill, psychologue.

En 1947, il est professeur de Lettres à l'École Maïmonide puis assure l'intérim de Marcus Cohn comme directeur. Théo Dreyfus fait la réouverture de l'École Lucien de Hirsch puis retourne à Maïmonide en 1949 prendre la succession de Marcus Cohn qui s'est installé en Israël.

Il assure la direction de l'École jusqu'en 1966, prend un congé pour terminer sa thèse de troisième cycle à l'Université de Strasbourg sous la direction du Professeur André Neher : Une théologie juive de la Révélation d'après le Rayonnement d'Israël du Maharal de Prague. Il quitte définitivement l'École Maïmonide en 1967.

Après deux années d'enseignement à Strasbourg, Théo Dreyfus s'installe en Israël avec sa famille. Il enseigne la philosophie juive comme maître-assistant, puis maître de conférences et enfin comme directeur du département de philosophie à l'Université Bar-Ilan. Il décède en 2007.

Charles Ehrlich

Un conseiller écouté de tous



Charles EHRLICH (1905-1980) est né à Haguenau. Après des études à l'École Supérieure de Commerce à Paris, il se consacre au négoce du houblon, perpétuant la tradition familiale.

Durant l'Occupation, il s'implique avec son frère Georges dans le sauvetage d'enfants juifs. Membre actif d'un réseau de Résistance en liaison avec Londres, recherché par la Gestapo, Charles Ehrlich contribue à cacher de nombreux réfugiés et de leur fournir faux papiers, vivres et argent.

De retour à Strasbourg, Charles EHRLICH se met au service de la communauté. Président de 1950 à 1962, il s'attelle à l'édition de la nouvelle Synagogue de la Paix, soutenu dans cette lourde tâche par une équipe dynamique. Grâce à cette collaboration, la communauté de Strasbourg peut s'enorgueillir depuis 1958 de posséder l'une des plus belles synagogues de France.

Outre sa tâche de bâtsisseur, Charles Ehrlich se consacre à la jeunesse et à l'enseignement.

En 1970, continuant son œuvre, il est élu à la Présidence du Consistoire Israélite du Bas-Rhin, ainsi qu'à la Présidence de l'Assistance Sociale Juive.Animateur de la vie juive dans le département, sa sagesse, son courage, sa générosité ont fait de lui un conseiller écouté de tous.



Charles Frey

Le «maire des réfugiés»

Charles Frey (1888-1955) est un homme politique alsacien. Journaliste, ayant fondé et dirigé le Nouveau journal, il devient chef du Parti républicain démocrate en 1919.

En 1935, il est élu maire de Strasbourg. En septembre 1939, Charles Frey a le pénible devoir de superviser l'évacuation de sa ville. En moins de 48 heures, Strasbourg se vide de 120 000 personnes. On retire les vitraux de la cathédrale, des sacs de sable sont disposés pour protéger les monuments, et moins de 4 000 habitants restent sur place. Lui-même demeure à Strasbourg jusqu'à la veille de l'arrivée de la Wehrmacht, essentiellement pour éviter les pillages, avant de rejoindre Périgueux où il est le «maire des réfugiés».

Dès le 5 septembre 1939, plusieurs trains de repliés du Bas-Rhin arrivent en gare de Périgueux. La ville accueille des sociétés, des commerces ainsi que les services administratifs de la ville de Strasbourg. Les services administratifs repartent à Strasbourg en juillet 1940, mais Charles Frey reste à Périgueux jusqu'au 28 novembre 1944 et veille sur ses administrés repliés.

De retour dès la libération de Strasbourg, il est réélu maire en 1945. Il demeure en fonction jusqu'à sa mort en 1955, gérant la reconstruction de la ville.



Beno Gross

Fondateur de l'école Aquiba

Benjamin Gross est né à Strasbourg le 19 septembre 1925, dans une famille d'origine polonaise et allemande. Après des études de philosophie générale à l'université de Lyon puis à l'université de Strasbourg, Beno Gross fonde en 1948 l'École Aquiba de Strasbourg, qu'il dirige jusqu'en 1969.

Le 25 décembre 1950, il épouse Miryam, kinésithérapeute, la deuxième des cinq filles de Maître Mathieu Muller.

En 1967, il obtient un doctorat de philosophie de l'université de Strasbourg.

Beno Gross «monte» en Israël en août 1969 avec sa femme et leurs cinq enfants. Il dirige alors à Jérusalem un lycée de tendance sionisme religieux (moderne orthodoxe).

Il devient professeur de philosophie juive à l'Université Bar-Ilan. Plus tard, il dirige le département de philosophie juive, et devient, en 1988, doyen de la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Bar-Ilan.

Il est également professeur invité aux universités de Genève, Melbourne et Harvard.

Beno Gross meurt le 3 août 2015 à l'hôpital Hadassah Ein Kerem de Jérusalem, des suites d'une longue maladie.



Frédéric Hammel dit Chameau

Ecrivain et résistant

Frédéric Hammel (1907-2001) est né à Strasbourg dans une famille juive assimilée.

Après avoir suivi des études secondaires au Gymnase protestant de Strasbourg, sa première rencontre importante avec le Judaïsme a lieu en 1921, lorsqu'il adhère au Mouvement Emouna que vient de fonder le Rabbin Arthur Weil.

A partir de 1928 il participe aux activités des Eclareurs Israélites de France, où il reçoit le totem de «Chameau», dû au fait qu'il interdisait aux jeunes de boire pendant les sorties ! En 1932 il épouse «Fourmi» (Jeanne-Sara Weill), qui lui donnera trois enfants.

En 1941, sous couvert de créer un chantier de jeunesse tel que prôné par le régime de Vichy, Chameau crée avec son épouse le centre agricole de Taluyers (Rhône) où il accueille plusieurs dizaines de jeunes garçons et filles juifs. Quand les rafles et les déportations commencent en zone sud, Chameau et Fourmi dispersent les jeunes dans des familles d'accueil ou même dans un couvent. Chameau crée alors à l'été 1942 un autre centre de jeunesse, La Pierre Blanche, au milieu du plateau du Vivarais (Ardèche). Dès lors les EIF de Gamzon et Hammel et le Mouvement des Jeunes Sionistes (MJS) créé par Simon Levitt vont pleinement collaborer pour le sauvetage des enfants, jeunes et adultes juifs auxquels Chameau fait passer la frontière espagnole. Malgré une arrestation, il peut continuer son œuvre de sauvetage jusqu'à la Libération. Il est également l'un des responsables de la «Sixième», l'organisation clandestine des El.

En 1947, Chameau et sa famille émigrent en Israël et deviennent membres du Kiboutz Ein Hanatsiv dans la vallée de Beith Shéan. Il y enseigne la chimie.

Il publie deux ouvrages, Souviens-toi d'Amalek - témoignage sur la lutte des Juifs en France (1938-1944) et Peguisha 'im malakh, un livre de souvenirs.



Grand Rabbin René Hirschler

Héros et résistant

René Hirschler (1905-1945) est né à Marseille. Après avoir suivi des études au Séminaire israélite de France à Paris, il est nommé rabbin de Mulhouse en 1929, à l'âge de 23 ans. En 1939, il est promu Grand Rabbin de Strasbourg et du Bas-Rhin.

C'est en 1940, après l'invasion nazie et l'expulsion des Juifs d'Alsace, qu'il donne sa véritable mesure et qu'il va mener une lutte ardente afin de sauver tout ce qui pouvait l'être. Nommé aumônier général des camps d'internement, Le Grand Rabbin est sur tous les fronts : il constitue à Marseille la commission centrale des œuvres, participe à Grenoble à la fondation du centre de documentation juive contemporaine, collabore à Nîmes avec le Grand Rabbin du Haut-Rhin pour maintenir les institutions religieuses et obtient à Périgueux l'appui du Maire Charles Altorffer pour la sauvegarde des communautés repliées. Il apporte en outre son secours dans de nombreux camps d'internement et réussit à sauver près de 450 vieillards en les transférant dans des hospices. Également résistant, il rend possible l'évasion de dix officiers anglais parachutés en France et incarcérés à Périgueux.

Le Grand Rabbin est arrêté à Marseille le 23 décembre 1943 avec son épouse Simone et déporté à Auschwitz sous le matricule 121627. Quand les Soviétiques approchent d'Auschwitz, il est contraint à une marche de la mort vers Mauthausen, puis transféré au camp de concentration d'Ebensberg. Il y meurt fin mars 1945, peu avant la libération du camp, sous les coups d'un SS au motif d'avoir pris l'emballage d'un sac de ciment pour se protéger du froid.



LES FIGURES DU RENOUVEAU, LES PERSONNALITÉS QUI ONT FAIT REVIVRE LE JUDAÏSME



Simone Hirschler

«Grande Sœur»

Simone Rose Hirschler née Lévy (1911-1944) est originaire de Mulhouse.

Âgée de dix-neuf ans lorsqu'elle fait la rencontre du rabbin René Hirschler, elle vit avec ses parents et son frère Francis, dans un quartier relativement aisné de la ville. Le rabbin Hirschler, souhaitant développer la communication avec les membres de sa communauté, s'adresse à Simone Lévy. Ensemble, ils fondent la revue *Kadimah* («En avant») dont le premier numéro paraît le 19 septembre 1930. Simone inaugure rapidement la rubrique «Le coin des jeunes» et y publie notamment le premier de ses contes qu'elle signe «Grande Sœur».

Elle épouse le rabbin Hirschler à Paris en 1933.

En 1939, le rabbin Hirschler est promu Grand Rabbin de Strasbourg et du Bas-Rhin : Simone et lui-même se préparent à gagner Strasbourg lorsque la guerre éclate. Secondant admirablement son époux dans ses fonctions d'aumônier général, elle a alors l'idée de chercher pour les prisonniers des camps d'internement un parrain qui s'engagera à leur adresser au moins un colis par mois. Elle se met au travail et réussit à trouver mille parrains.

Conscients du danger encouru, les époux Hirschler travaillent sans relâche pour aider les malheureux jusqu'à leur arrestation le 22 ou 23 décembre 1943. Déportés dans le convoi n° 67 du 3 février 1943 en direction d'Auschwitz, tous deux sont sélectionnés pour le travail forcé. Simone Hirschler y meurt gazée en avril 1944.

Izydor-Israël Hochner

Grande figure de la communauté Adath-Israël

Né à Lemberg (Pologne) en 1893, Izydor-Israël Hochner était issu d'une famille hassidique proche du Rabbi de Belz et connaissait à sa Bar-Mitzva 300 pages de Guemara par cœur. Autodidacte, il parlait plusieurs langues et était passionné de littérature, de théâtre, de musique. Personnalité marquante de la Choule de la rue des Ponts à Nancy où il s'était établi avec les siens, il était un Baal-Tefila apprécié, actif dans de nombreuses œuvres, notamment dans l'accueil des juifs allemands fuyant le régime nazi. Il accueille à sa table le futur Rav Chajkin zal qu'il va convaincre de diriger la Choule des Deux Ponts parallèlement à la Yeshiva de Neudorf et le futur Rabbin Paul Rojtman zal qu'il aidera et poussera à fonder le Bnei Aquiba.

L'exode le conduit à Limoges. Malgré la maladie et les privations, il continue, avec son épouse Ne'hà, son action : aide au logement et à l'emploi, dons de vêtements, démarches administratives, cantines casher, Hevra Kadisha. Représentant de Nancy au Comité Central du KKL, il continue à militer activement pour l'idéal sioniste, plus que jamais d'actualité. Avec Henri Bartfeld zal, il prend une part prépondérante dans la création et le fonctionnement de la Synagogue de la rue Manigne; il y organise l'enseignement avec Messieurs Goldfisher, Boxer et Schwartzfuchs.

Limoges sera libérée en août 1944. Devant l'affluence des rescapés, les responsables de la communauté polonoise organisent au Cirque Théâtre les offices des Yamim Noraim, emprunts de larmes et d'espoir - on espère encore le retour des déportés... C'est Izydor-Israël Hochner qui anime cet «office de la Libération» qui restera longtemps gravé dans les mémoires.

Il organise en 1945 une cuisine casher pour les réfugiés de passage; parlant insuffisamment le français, c'est sa fille ainée, Rose, très active dans la Résistance, qui rédigera tous les courriers nécessaires pour telle ou telle démarche administrative. Travailleur au COJASOR, sous la direction de Max Ansbacher, elle aidera l'Abbé Glasberg à organiser le passage d'un groupe d'une centaine d'enfants orphelins et rescapés à rejoindre l'Exodus.

Izydor-Israël Hochner succombera en 1946 à la maladie. Il est inhumé à Strasbourg, au cimetière d'Adath-Israël.



Jean Kahn

Homme d'action et de réflexion

C'est à Strasbourg, où il est né en 1929, que Jean Kahn va s'engager au service de la communauté juive, et à travers elle, au service des Droits de l'Homme, deux causes pour lui indissociables.

Dès 1962, il prend une part active à l'accueil des Juifs rapatriés d'Algérie, organisant leur arrivée et leur installation et créant en 1963 l'AS Menora.

Il prend fait et cause pour les Juifs d'URSS, les «refusniks», et travaille d'arrache-pied pour les aider et favoriser leur émigration.

Il va, rapidement, gravir les échelons et occuper des postes clefs dans l'administration et la gestion de la vie juive locale, nationale et internationale : président de la communauté juive de Strasbourg de 1972 à 1990, il accèdera à la présidence du Consistoire Israélite du Bas-Rhin en 1991, poste qu'il occupera jusqu'en 2008. Dans le même temps, il sera, de 1991 à 1996, président du Congrès Juif Européen, de 1989 à 1995, président du CRIF, de 1995 à 2008, président du Consistoire Central de France. En 1994, il est nommé président de la Commission Consultative contre le Racisme et la Xénophobie. Il assurera aussi, de 1996 à 1999, la fonction de président de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme auprès du 1er Ministre.

Auteur de deux livres, il a été honoré de nombreuses distinctions prestigieuses.

Figure incontournable de la vie juive de ces quarante dernières années, Jean Kahn a consacré sa vie à prendre en considération le visage d'autrui, en digne fils d'Israël, pour qui deux commandements sont centraux : «Tu aimeras ton prochain comme toi-même» et «Tu aimeras l'étranger, car tu as été esclave en terre d'Egypte».



Pierrot Kauffmann

Une «boussole morale»

«Trois générations différentes l'ont appelé Pierrot. Sa génération, c'est celle de ceux qui ont eu vingt ans en 1940 et sont sans fanfare devenus des héros. Responsable d'une maison d'enfants à Lautrec dans le Tarn, il est de ceux qui comprennent dès la fin 42 que ces maisons peuvent devenir des souricières et qu'il fallait détruire le travail auquel il s'est consacré afin de disperser les enfants plus en sécurité... Dans ces maquis de Larroque ou de Vabres, Pierrot terminera la guerre, auprès du commandant Dunoyer de Segonzac sous les ordres duquel combattait la légendaire compagnie Marc Haguenau.

Après la guerre, il est de ceux qui reconstruisent le judaïsme français : direction de maison d'enfants, puis aide aux Juifs d'Afrique du Nord, tâche dont cet alsacien avait vite compris l'importance essentielle pour organiser une communauté nouvelle.

Il est en mai 1967 la cheville ouvrière du Comité de Coordination des Organisations juives de France. Ce comité entraînera une restructuration de la communauté juive avec le renforcement du rôle du CRIF jusque-là insuffisamment représentatif, et une fusion de la collecte pour la France, organisée par le Fonds Social avec la collecte pour Israël faite par le Keren Hayessod, cette union s'incarne sous le nom de «Appel Unifié Juif de France».

Devenu Directeur Général du CRIF, Pierrot s'investira dans les combats de la décennie 70 en faveur des «refusniks» d'URSS.

En octobre 1980, il est à l'origine de la création du Service de Protection de la Communauté Juive, le SPC.

Pierre Kauffmann était un grand homme.»

En hommage au fondateur du SPC



Lucien Lazare

Avocat des Justes des Nations

Lucien Lazare est né le 24 novembre 1924 à Strasbourg. Il effectue ses études secondaires à Lyon durant l'Occupation. Membre des Éclaireurs israélites de France, il rejoint leur réseau de Résistance «Sixième» de 1942 à 1944, avant de devenir combattant de la Compagnie Marc Haguenau des Maquis de Vabre, participant au sauvetage d'enfants juifs.

Il étudie à la Yechiva d'Aix-les-Bains en 1948, où il se lie d'amitié avec Henri Ackermann. Il retourne vivre à Strasbourg. Il se marie le 12 mars 1949 avec Janine Hemmendinger, psychologue, également native de Strasbourg, le 3 janvier 1928.

Il enseigne en France et en Belgique. Il est le premier rédacteur en chef de Hamoré, la Revue trimestrielle des enseignants juifs. En 1957. Lucien Lazare est secrétaire de la Communauté israélite de Strasbourg (CIS). Il termine son doctorat en histoire de l'Université de Strasbourg en 1967.

En 1968, Lucien Lazare et sa famille s'installent en Israël. Il fonde à Jérusalem le lycée René-Cassin, dont il est proviseur de 1971 à 1983. Il est également membre de la Commission pour la désignation des Justes des Nations, de Yad Vashem, à Jérusalem.



Félix Levy

Pilier de la reconstruction de la synagogue

Félix LÉVY (1913 - 2006) est né à Strasbourg au foyer de Berthe et Alphonse Levy.

Après sa scolarité, il entre à la faculté de Droit. Nommé attaché au parquet à Strasbourg, il est évacué avec son tribunal à Limoges. Il y est tout d'abord magistrat, puis, chassé par les décrets sur le Statut des juifs d'octobre 1940, il se reconvertit à la profession d'avocat, qui lui sera interdite elle aussi par le second décret de juin 1941.

Durant la guerre, il secrétarie trésorier du comité de l'école ORT et parvient à échapper aux rafles. A son retour à Saverne (où il rencontre son épouse Suzanne Frenkel) puis à Strasbourg en 1948, il est élu à la commission administrative de la communauté.

En parallèle à sa carrière professionnelle (il devient Président de Tribunal de Grande Instance en 1973), Félix Levy est administrateur puis vice-président de la communauté. Le Président Charles Ehrlich lui confie la présidence de la commission de la reconstruction de la synagogue. Ces années intenses aboutiront en 1958 à l'inauguration de la Synagogue de la Paix.

Par la suite, il dirige le FSJU, l'AJUF, et après en avoir été longtemps vice-président, est élu à la présidence de la Communauté.

Ses qualités de juriste sont unanimement reconnues, et il continue longtemps à être consulté comme «sage» de la communauté.

Rigoureux, droit, ferme et juste, il n'en reste pas moins un homme dont l'humour était un trait dominant. Décédé en 2006, il repose au cimetière de Cronenbourg.



Marthe Lévy

Résistante et sauveuse d'enfants

Née à Metz en 1907, Marthe Lévy grandit auprès de ses parents fortement impliqués dans la communauté. C'est toujours à Metz qu'elle grandit, fait ses études générales et obtient après le baccalauréat son diplôme d'assistante sociale. Commissaire des EIF, elle est une collaboratrice enthousiaste du Rabbin Elié Bloch récemment nommé rabbin de la jeunesse dans les années trente. Son père décède encore avant-guerre, elle s'occupe désormais de sa mère. Après la débâcle et son arrivée à Montpellier elle est recrutée par l'OSE en tant qu'assistante sociale tout en cachant des enfants sauvés du camp de Rivesaltes où sont parquées les familles juives étrangères et qui finiront en déportation. Marthe collabore également dès 1941 à la confection de faux papiers avec Raymond Winter et Raymond Heymann.

Plus tard elle fait partie de la 6ème, réseau de résistance El dirigé par Castor dans le groupe de Roger Climaud (Klimowitki) œuvrant toujours pour cacher les enfants dans l'Aveyron entre Rodez et Millau.

Après la Libération elle s'établit avec sa mère déjà âgée à Strasbourg où elle dirige l'ASJ avec la collaboration de Lolo Muller et Paulette Cahn puis l'apport de Doris Katz, jusqu'à sa retraite. Marthe apporte aussi durant de nombreuses années son concours aux actions du KKL et des mouvements sionistes et ne cessera d'agir avec Loup et Colette Meyer-Moog auxquels elle est très liée depuis la guerre, en faveur de la fondation du Buisson Ardent. Retirée, mais toujours active elle décède en 1983 et repose au cimetière de Cronenbourg.



Georges Loinger

Un grand résistant

Ce grand résistant est né en 1910 à Strasbourg, où il suit ses études secondaires puis travaille 3 ans pour la compagnie de navigation sur le Rhin. Sous l'influence du responsable communautaire, le visionnaire docteur Joseph Weill, il prend rapidement conscience du danger que courrent les Juifs allemands et européens. Il sera longtemps hanté par la fascination que provoque les discours radiodiffusés d'Hitler.

En 1932, Georges Loinger change radicalement de carrière et devient professeur d'éducation physique dans les mouvements juifs de région parisienne. Avec ses 7 frères et sœurs, il a été membre des Eclaireurs Israélites de France. Mobilisé en 1939, fait prisonnier, il s'évade dès la fin 1940 et parvient à rejoindre son épouse à La Bourboule (Puy de Dôme), repliée en zone libre avec 123 enfants juifs allemands. Il obtient un poste officiel dans un organe pétainiste, ce qui lui permet de voyager librement dans toute la France, mais il rejoint également la Résistance dans le réseau Bourgogne. Après l'invasion de la zone Sud par les troupes allemandes en Novembre 1942, il convoie des enfants juifs jusqu'à Annemasse à côté de Genève et les loge avec l'aide du maire. Dans le jardin à cheval avec la frontière suisse, il organise souvent des parties de foot et quand le ballon est hors-jeu, tous les enfants juifs passent la frontière pour se réfugier en territoire neutre. Plusieurs centaines d'enfants lui doivent ainsi la vie.

Après la guerre, il s'engage dans l'aide aux migrants vers la Palestine britannique et participe à l'opération Exodus au départ de Sète. Il travaillera pour la branche française de la marine commerciale israélienne. Il a souvent raconté son histoire et celle de ses camarades résistants, des jeunes femmes et jeunes hommes, Juifs ou non, aux jeunes générations. Son grand âge (plus de 100 ans !) lui a permis de toucher de nombreuses personnes et de transmettre son engagement.



Marcel Mangel

Le Mime Marceau

Marcel Mangel (1923-2007) est né à Strasbourg au n°4, petite rue des Magasins. Il est le second fils de Charles Mangel, un boucher casher, et d'Anna Werzberg. En 1926, la famille part s'installer à Lille pour des raisons professionnelles. Partageant son enfance entre deux régions, la famille retourne vivre à Strasbourg où, jusqu'en 1938, Marcel fait ses études au lycée Fustel-de-Coulanges.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, sa famille est évacuée et part pour Périgueux, et Marcel poursuit ses études au lycée Gay-Lussac de Limoges. Le père de Marcel Mangel est déporté depuis la gare de Bobigny dans le convoi n° 69 du 7 mars 1944 et meurt à Auschwitz.

Sous l'influence de son cousin germain Georges Loinger et de son frère Simon Mangel, Marcel rejoint la Résistance en 1942 à Limoges. Il prend alors le pseudonyme de Marceau. Il raconte l'avoir « pris dans la Résistance à cause du vers de Victor Hugo, dans Les Châtiments : «Joubert sur l'Adige/ Marceau sur le Rhin». J'étais né dans le Bas-Rhin et je voulais bouter les Allemands hors de France».

À la Libération, il s'engage dans la Première armée et fait la campagne d'Allemagne.

Il devient mime après la guerre et crée en 1947 son personnage silencieux de Bip, avec qui il a connu une célébrité internationale. Devenu le Mime Marceau, Marcel Mangel décède le 22 septembre 2007 à Cahors et est inhumé à Paris au cimetière du Père-Lachaise.



Charles Mangold

«Vernois»

Charles Louis Mangold (1891-1944) est né à Ostwald. En 1914, âgé de vingt-trois ans, fidèle à la France, il ne répond pas à l'ordre de mobilisation des autorités militaires impériales allemandes et, réfugié à Nancy, se porte volontaire dans les rangs de l'armée française.

Dès son retour à Strasbourg en 1919, il épouse Anne Schweitzer. Membre actif de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), il milite à la section de Strasbourg. Excellent connaisseur de l'Allemagne, il est conscient, tout au long des années 1930, de l'extrême danger nazi.

Lors de la déclaration de guerre en septembre 1939, son administration quitte Strasbourg et s'installe en Dordogne, à Périgueux. Resté pendant cette même période en poste à Colmar, il rejoint définitivement Périgueux en juin 1940 dès la défaite de la France consommée.

Il est en 1941 l'un des fondateurs à Périgueux du Groupement d'entraide des réfugiés d'Alsace et de Lorraine (GERAL). Il entre dans la Résistance sous le pseudonyme de «Vernois», en rejoignant le groupe Roland, dépendant de l'Armée secrète (AS). Il devient le chef de l'AS de Périgueux puis chef de l'AS de Dordogne-Centre.

Il est arrêté sur dénonciation le 7 août 1944, alors qu'il circule à vélo sur la route entre Bordeaux et Périgueux. Interrogé, torturé, il tente de se suicider dans sa cellule afin d'être sûr de ne pas parler. Charles Mangold est fusillé le 12 août 1944 à Périgueux.



Rabbin Victor Marx

Un pasteur dévoué à son troupeau

Né en 1872, Victor MARX est l'élève du Dr Zacharias WOLFF, à l'école rabbinique préparatoire que celui-ci dirigeait à Colmar. Il part ensuite à Breslau poursuivre ses études théologiques et orientalistes et en revient avec son doctorat.

Sa carrière de rabbin débute en 1899 à Westhoffen, où il demeure en fonction pendant onze ans. Il y déploie une activité littéraire intense.

En 1910, Victor Marx devient rabbin adjoint du Grand Rabbin de Strasbourg Adolphe Uhry, qui apprécie son travail et la douceur de son caractère. Il sera par la suite adjoint des trois Grands Rabbins suivants : Emile Lévy, Isaïe Schwartz et René Hirschler. Le rabbin Marx est sur tous les fronts : aumônier des hôpitaux, membre de tous les Comités d'œuvres sociales, chargé des lernen dans les maisons de deuil, son dévouement attire la sympathie de ses fidèles. Adepte convaincu du sionisme, il introduit les troncs bleus dans les minyanim, rendant le tronc du K.K.L. populaire à Strasbourg.

Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, Victor Marx devient le rabbin de Périgueux et de la Dordogne. Toujours dévoué à ses fidèles, il regroupe les réfugiés désemparés et réorganise la vie culturelle et ses services religieux. Il décède à son poste en février 1944.



Jack Meyer-Moog (Loup)

«Un cœur immense»

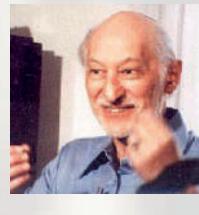
Jack MEYER-MOOG est né à Strasbourg en 1927. En 1940, il se réfugie à Brive-la-Gaillarde avec sa famille. Il s'implique fortement dans la communauté juive alors bien organisée, notamment dans le domaine social, souhaitant aider les réfugiés qui recherchaient des repères et voulaient être rassurés. Il rejoint les E.I. en 1941 et y acquiert son surnom de «Loup», son totem scout. Durant toute la durée de la guerre, il a à cœur d'œuvrer pour la communauté.

En 1945, il s'implique dans la préparation des actions à envisager dans les communautés à reconstruire. Il rejoint d'abord Haguenau, puis Strasbourg, où Loup va travailler d'arrache-pied pour la reconstruction et la pérennisation de la communauté. En 1951, il crée et préside la J.J.E. (Jeunesse Juive de l'Est), une association organisant des voyages dans le monde entier respectant l'ensemble des prescriptions religieuses (Cacherout, Chabbat, ...). En 1964, il est le co-fondateur et premier président du Jardin d'enfants « Gan Chalom ». En 1974, il devient membre de la Commission administrative de la Communauté de Strasbourg et en 1967, il y est élu vice-président. Il poursuit son œuvre au sein du Consistoire Israélite du Bas-Rhin, où il est élu vice-président de 1974 à 2007. Cette même année, il est nommé vice-président honoraire du Consistoire du Bas-Rhin. De 1982 à 2006, il préside la Hévrà Kadicha de Strasbourg. Il est enfin vice-président fondateur de l'APAJ (Foyer Le Buisson Ardent). N'oublions pas non plus les nombreuses visites qu'il a effectuées auprès des malades.

Il forme avec son épouse Colette, elle-même militante E.I., un foyer ouvert à tous qui fut pendant plus de cinquante ans l'un des piliers de la vie communautaire strasbourgeoise. Jean Kahn lui rendra hommage en disant à son propos «C'est le seul à ma connaissance à réaliser toutes les Mitsvoth».

Loup décède à Jérusalem en 2014.





André Neher

Le philosophe d'Obernai

André (Asher Dov) Neher naît en 1914 à **Obernai** dans le Bas-Rhin puis la famille déménage à Strasbourg redevenue française en 1918.

Albert Neher est un juif traditionaliste. Durant la Seconde Guerre mondiale, Albert Neher écrit et illustre une Haggadah. L'éducation d'André Neher développe en lui l'amour de la France. Dès l'âge de 22 ans, il enseigne l'allemand au collège de Sarrebourg et continue en parallèle d'étudier le judaïsme notamment à la yechiva de Montreux, en Suisse.

Il est mobilisé en 1939 et après la débâcle rejoint sa famille réfugiée à Brive-la-Gaillarde où il reprend l'enseignement avant d'être nommé à Lanteuil. Il fait partie de la communauté de David Feuerwerker, alors rabbin de Brive et de toute la région. Le 2 décembre 1940, il est chassé de l'enseignement de par le statut des Juifs décreté par le gouvernement de Vichy. Il est très touché par l'indifférence de ses collègues enseignants à cette injustice. Ceci le conduit, après la guerre, à abandonner ses études de la littérature allemande pour se tourner vers le judaïsme et la littérature juive.

Il épouse en 1947 Renée Bernheim (1922-2005), fille du médecin André Bernheim (1877-1963), avec laquelle il cosigne plusieurs ouvrages. Les Neher n'ont pas d'enfants et consacrent leur vie à l'enseignement, à la recherche, et à la publication de leurs travaux.

En 1955, il est nommé **professeur de littérature juive à l'université de Strasbourg** et obtient l'enseignement de l'hébreu comme langue vivante par l'université française.

En 1962, il publie avec son épouse **L'Histoire biblique du peuple d'Israël** puis **Le Puits de l'exil**.

Après la guerre des Six Jours, il émigre en Israël, à Jérusalem. Il enseigne la pensée juive à l'université de Tel Aviv.

Il a eu comme élèves Théo Dreyfus (1925-2007), Bernard Picard (1925-1998) et Beno Gross (1925-2015). Il est enterré au cimetière juif du mont des Oliviers à Jérusalem en 1988.

Rabbin Itshak Hacohen Runès

Rassembleur d'hommes

Itshak Hacohen Runès (1889 – 1944) est né à **Cotmeni** en Bucovine. Nommé rabbin à l'âge de 19 ans, il refusa toute sa vie de bénéficier d'avantages financiers liés à sa fonction.

Enseignant à Anvers, il se réfugie lors de la Première Guerre mondiale à Karlsruhe, servant de guide spirituel de cette ville, toujours bénévolement. Il y était très aimé.

Il s'installe à Strasbourg en 1926 pour prendre la direction spirituelle de la communauté d'Adath-Israël, sans accepter le moindre traitement. Son épouse y tient un petit commerce.

Sa nouvelle communauté regroupe des Juifs de tous horizons, venus de l'Europe de l'Est. Le rabbin Runès s'intéresse aussi bien aux Juifs de stricte observance qu'à la grande masse de Juifs moins religieux. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les fidèles de cette communauté demeurent nettement séparés des Juifs alsaciens d'origine.

Outre ses fonctions de guide spirituel, il participe pleinement aux activités de la grande communauté strasbourgeoise. Il entretient d'excellentes relations avec le Grand-Rabbin Isaïe Schwartz, futur Grand-Rabbin de France aussi bien qu'avec le Grand-Rabbin Ernest Weill de Colmar. Il fonde un Talmud Torah, apporte une participation active à l'organisation de l'abattage rituel et au développement de la cacherout.

Son influence sur les jeunes est très forte. Il affirme en outre bien haut ses convictions sionistes, ce qui, à l'époque, est mal vu de la majorité des rabbins et des fidèles, y compris de la part des Juifs orthodoxes.

Le rabbin Runès rêvait de vivre en Terre Sainte mais ne put atteindre cet objectif. Réfugié à Lyon, il y décède en 1944.



Fanny Schwab

Femme d'action, de caractère et de cœur

Fanny Schwab (1898-1991) est née à Gerstheim le 7 décembre 1898.

Dès 1928, lors de l'inauguration du pensionnat et du foyer de jeunes filles du 11 rue Sellenick, elle œuvre aux côtés de Laure Weil pour le bien-être de plus d'une centaine de jeunes filles, cadettes, élèves et apprenties, étudiantes des facultés de Strasbourg et travailleuses.

Au mois de décembre 1939, elle participe avec Laure Weil, à la création des œuvres d'aide sociale israélite aux populations évacuées d'Alsace et de Lorraine, l'OASI. Elle forme les assistantes qui parcourront régulièrement les départements de la Corrèze, de la Haute-Vienne, du Jura, de l'Ain, de la Savoie et de la Haute-Savoie pour venir en aide aux réfugiés. Grâce à l'aide matérielle et spirituelle du Joint, Fanny Schwab peut ouvrir une maison de jeunes, l'institution Elisa, à Bergerac en Dordogne. En mai et en août 1941, elle aide Laure Weil à persuader les parents d'accepter de se séparer des enfants pour lesquels elles ont pu obtenir un visa d'émigration vers les États-Unis grâce à Mme Eleanor Roosevelt, l'épouse du président : 108 enfants seront sauvés et soustraits à la déportation avec l'aide du père Chaillet et de l'abbé Glasberg (reconnus Justes parmi les Nations en 1981 et 2004) Fanny Schwab continuera son action de sauvetage des enfants jusqu'à la Libération.

Dès le retour des évacués et des rescapés, le Home de la rue Sellenick est restauré et peut à nouveau accueillir en novembre 1946 les jeunes filles victimes de la guerre et de la persécution ainsi que des jeunes filles d'Afrique du nord et d'Egypte quelques années plus tard. Après la disparition prématurée de Laure Weil en 1952, Fanny Schwab devient la présidente de l'œuvre durant près de 40 ans. Elle décèdera le 5 novembre 1991 à Strasbourg.

Femme d'action, de caractère et de cœur, elle avait une constante disponibilité à l'intérêt général et un dynamisme qui resteront gravés dans le souvenir de toutes celles et de tous ceux qui l'ont connue et aimée. Elle fut présidente fondatrice honoraire des œuvres sociales juives, vice-Présidente fondatrice honoraire de l'Union régionale des œuvres privées (UROPA) et fut élevée au grade d'Officier dans l'Ordre du Mérite.



Bernard Picard

L'ancien du mouvement Yéchouroun

Bernard Picard est né en 1925 à Colmar dans le Haut-Rhin, il est mort en 1998 en Israël.

C'est un éducateur juif français, ancien du mouvement de jeunesse Yéchouroun, qui dirige avec son épouse Marianne Picard (1929-2006), des écoles juives à Paris : Lucien-de-Hirsch, puis l'École Yavné avant de s'installer en Israël, en 1992. Son influence est importante dans la communauté juive française.



Grand Rabbin Isaïe Schwartz

Grande figure du Judaïsme français

Isaïe Schwartz est né à Traenheim le 15 février 1876. Profondément attaché aux traditions juives et françaises, son père l'envoie à Paris où il entre au Talmud-Torah, puis au Séminaire. Suite à ses études, il est envoyé à Marseille, Bayonne, Bordeaux où il y occupe le poste de Grand Rabbin jusqu'en 1919, lorsque le Consistoire israélite du Bas-Rhin lui demande de revenir pour prendre la tête du rabbinat alsacien.

En 1939, le Consistoire Central fit appel à lui pour lui confier, à l'heure du début de la Seconde Guerre mondiale, la haute charge de **Grand-Rabbin de France**. Replié à Vichy, il ne cesse de maintenir les contacts entre tous les rabbins de France et, soucieux de la misère matérielle dans laquelle de nombreux coreligionnaires étaient tombés, il crée le Comité de coordination des œuvres juives, puis la Collecte du Grand Rabbin de France, qu'il parvint, par ses efforts constants, à alimenter considérablement.

Il désigne des rabbins et des laïcs volontaires pour apporter les secours aux internés dans les différents camps de la zone Sud. Restant en contact avec les Institutions juives et non juives susceptibles de leur venir en aide, il n'hésite pas à protester auprès des autorités de Vichy devant l'injustice et la persécution, les crimes et les déportations. Il rencontre également le Maréchal Pétain pour le convaincre d'arracher des aménagements à leurs rigueurs.

Il envoie également plusieurs lettres de protestation, cosignées avec Jacques Helbronner, président du Consistoire Central de France. Ce dernier sera arrêté et déporté en 1943 par les Allemands, tandis que lui-même parvient à échapper deux fois à ce terrible sort en se réfugiant à Vichy dans une clandestinité qui lui rend impossible de continuer à exercer sa mission.

Décédé en 1952, il repose au cimetière juif de Westhoffen.



Rabbin Emile Schwartz

«L'ami de tous ceux qui l'approchaient»

Emile SCHWARTZ (1877 – 1956) est issu d'une famille nombreuse qui vint s'installer à Strasbourg et qui lui offrit l'exemple d'une vie foncièrement juive. Marié tard avec Elvyre SENETT, celle-ci lui fut ravie par une mort subite durant la guerre. Ses deux belles-sœurs prirent soin de lui jusqu'à son dernier jour.

Il fit de brillantes études au Lycée de Colmar et poursuivit sa formation rabbinique au Séminaire Hildesheimer à Berlin que fréquentèrent également d'autres rabbins alsaciens ne voulant pas exercer dans une synagogue où l'on jouait de l'orgue le chabbat. Il s'agit des Grand-Rabbins Joseph BLOCH, Armand BLOCH, Max GUGENHEIM et Ernest WEILL.

Bon mathématicien et aimant la philosophie, le Rabbin SCHWARTZ, nommé rabbin en 1903, présente en 1908 à l'université de Heidelberg, une thèse de doctorat portant sur «La morale de J.M. GUYAU, philosophe français du XIX^e siècle».

Il occupa les postes suivants : Lauterbourg, Soultz-sous-Forêts et Wissembourg. A la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, il devint le rabbin des réfugiés alsaciens à La Châtre (Indre).

A l'issue de la guerre, brisé par la disparition de nombreux membres de sa famille, il songea un moment à cesser ses activités. Son collègue et proche ami, le Grand-Rabbin Joseph BLOCH le persuada de poursuivre sa mission. Il rendit son dernier souffle à Obernai en 1956, regretté de tous ses collègues et de ses fidèles qui l'appréciaient pour ses connaissances et sa grande douceur.



Andrée Salomon

Une femme de lumière

Andrée SALOMON née SULZER (1908-1985) est originaire de Grussenheim dans le Haut-Rhin. Ancienne cheftaine EIF, elle rencontre à Strasbourg Tobie Salomon qu'elle épouse en 1931.

Sioniste ardente, active dans les comités de bienfaisance, elle fait recueillir dès 1938 à la maison de Bourbach un premier groupe d'enfants juifs exfiltrés d'Allemagne. Elle organise le sauvetage d'enfants en préparant leurs dossiers d'émigration vers les Etats-Unis. A la tête d'une des branches du réseau Garel adossée aux cadres alsaciens de l'OSE, elle structure l'aide aux Juifs internés en France dans les camps de Gurs et de Rivesaltes. Parmi ses anciennes éclaireuses, elle recrute des volontaires pour soulager la misère des détenus. Elle négocie également avec les autorités et les parents pour soustraire au moins les enfants à la déportation, et tenter en désespoir de cause de les recueillir des bras de leurs mères, devant les wagons en partance. Jusqu'à la Libération, son réseau poursuivra ses actions de sauvetage en cachant, visitant et payant les familles et les institutions d'accueil.

Constamment sur la brèche, insaisissable, d'un charisme exceptionnel, elle aura sauvé la vie de centaines d'enfants lors de convoyages vers la Suisse ou l'Espagne. Plus tard, toujours avec l'OSE, elle prendra en charge leur difficile retour à la civilisation renaissante. Elle milite activement en particulier avec la WIZO.

A sa retraite en 1970, elle s'installe avec sa famille en Israël. Elle décède à Jérusalem le 12 août 1985. Jusqu'au terme de sa vie exemplaire, elle a énergiquement refusé toute distinction ou décoration..





Grand Rabbin Max Warschawski

Un homme d'unité ...

Max Warschawski (1925-2006) est né à Strasbourg. Durant la Seconde Guerre mondiale, il poursuit ses études à Vichy puis à Limoges au PSIL (Petit Séminaire Israélite de Limoges), créé par le Rabbin Deutsch. Il rejoint par la suite alors la compagnie Marc Haguenau, un groupe armé de la Résistance juive en France.

A la fin de la guerre, Max Warschawski se rend à Paris pour étudier à l'Ecole rabbinique de 1945 à 1947. Il obtient une smikha (diplôme rabbinique) au Jewish College de Londres.

De retour en France, il est nommé rabbin de Bischheim en 1948. Il épouse la même année Mireille Metzger. En 1955, il rejoint Strasbourg au poste d'adjoint du Grand Rabbin Abraham Deutsch. Il dirige alors le Talmud Torah et crée de nombreux cours d'adultes. En 1964, il obtient quelques mois sabbatiques qu'il passe à Jérusalem avec sa famille. Il décide de repartir chaque année pendant un mois avec des élèves pour leur faire connaître le pays.

Parmi ses nombreuses innovations, signe d'un Judaïsme ouvert sur son temps, on y trouve la formation des Bnot Mitzvah, les réunions mensuelles des rabbins du Bas-Rhin pour débattre des problèmes d'actualité et de leurs incidences sur la communauté et la vie juive.

Lors de l'arrivée des rapatriés d'Algérie, Max Warschawski a su mobiliser toute la communauté et toutes ses institutions pour leur intégration, il s'est donné comme mission d'approfondir sa connaissance des rites et coutumes des communautés d'Afrique du Nord, pour pouvoir être réellement le rabbin de tous les membres de sa communauté.

Devenu Grand Rabbin de Strasbourg et du Bas-Rhin en 1970, il monte en Israël en 1987. Il y a poursuivi ses travaux sur l'histoire du Judaïsme alsacien, et s'est engagé activement dans des mouvements cherchant à favoriser la paix dans la région.

Le 4 avril 1944, la Gestapo effectue une descente au bureau de Périgueux et y arrête René Weil ainsi que Florette Fefel et Fanny Wolf. Envoyé à Drancy le 13 avril suivant, il est déporté à Auschwitz et affecté à l'usine d'électricité de Gleiwitz. Bien que dans un premier temps, il ne parlera que peu de son expérience concentrationnaire, la disparition progressive des survivants sera pour lui le moteur de la transmission de son témoignage dans une brochure intitulée «Oui, je me souviens».

Revenu à Strasbourg après la guerre, il s'investit fortement dans les activités communautaires avec une préférence pour l'éducation. Militant actif à l'ORT, c'est grâce à lui que de nombreux étudiants peuvent bénéficier de la caisse de prêt d'honneur, créée par ses soins.

Il est élu vice-président puis président de la communauté israélite de Strasbourg de 1962 à 1970. Présent sur tous les fronts, il crée le journal *Unir*, développe les relations avec Israël, mobilise des équipes de volontaires pour organiser l'accueil des rapatriés qui arrivent en nombre en 1962.

Poursuivant son travail social, il dirige le FSJU départemental et devient vice-président de la section française du Congrès Juif Mondial. Grand défenseur d'Israël qu'il soutient sans défaut, il s'y installe avec son épouse en 1975 et y mène de nombreuses actions en faveur de la communauté et apporte son aide à de nombreuses institutions israéliennes.

Il s'installe à Jérusalem le 25 avril 1998.



Georges Weill

L'un des bâtisseurs de la grande Synagogue de la Paix



Georges Weill naît à Strasbourg le 11 février 1921.

Il fait partie du mouvement des Eclaireurs Israélites de France.

Pendant la seconde guerre mondiale, après un passage mouvementé par l'Espagne où il sera retenu prisonnier pendant plusieurs mois, il rejoint les Forces Françaises Libres à Londres.

Après la guerre il travaille dans la maison d'enfants de Moissac.

De retour à Strasbourg, il remonte avec son frère l'usine de foie gras familiale ("les Foies gras Louis-Henry"). En 1950 il épouse Miquette (Marie-Thérèse née Weill), qui deviendra psychologue.

Il s'engage dans la reconstruction de la communauté juive strasbourgeoise. C'est l'un des bâtisseurs de la nouvelle synagogue de la Paix.

De même, il participe très activement à l'accueil des Juifs rapatriés d'Algérie à Strasbourg.

Il a été le vice-président de la Communauté Israélite de Strasbourg. Avant son départ, il reçoit le titre de Haver de la part du grand rabbin Deutsch.

En août 1969, il s'installe à Jérusalem en compagnie de son épouse Miquette, et de leurs cinq enfants, et ils recréent dans la ville sainte l'ambiance particulière de ce judaïsme strasbourgeois.

Il a été l'un des fondateurs de la synagogue Ohel Nehama (dite "synagogue Chopin") à Jérusalem.

Il est décédé le 10 juillet 2017 à Jérusalem



Laure Weil

Une femme remarquable

Laure Weil (1875-1952) a été une des personnalités les plus marquantes des institutions de bienfaisance et des œuvres charitables de Strasbourg. Femme rayonnante et obstinée, son travail acharné, trouva son aboutissement avec la création de la Société de Bienfaisance «Les Abeilles» qui dès 1900 accueillit de nombreuses jeunes filles de la Communauté israélite de la ville. A partir de cette position, elle déploya une activité sociale prodigieuse et insuffla à l'œuvre et à son équipe un esprit de dévouement et de générosité.

C'est en 1908 qu'elle fonde le «Home Israélite de Jeunes Filles» (aujourd'hui ORT Laure Weil). Elle dirigea sa fondation d'une main sûre durant quarante années, durant lesquelles des centaines de jeunes filles y trouvèrent l'accès nécessaire à leur épousaillement et à leur formation. C'est au Home qu'afflueront les enfants et les jeunes filles sauvés de la persécution hitlérienne.

Durant le repli des communautés d'Alsace à Périgueux, son dévouement culmina dans les œuvres d'Aide Sociale Israélite, le réseau d'assistance aux populations déplacées. Cette activité fut doublée d'une autre clandestine, destinée à sauver le plus grand nombre de personnes possible des rafles, notamment des enfants, en collaboration avec les circuits de l'OSE. De nombreux collaborateurs de Laure Weil périrent dans les camps d'extermination.

Puis vint avec la fin du cauchemar: à son retour, Laure Weil réintégra sa maison, meurtrie elle aussi. Le Home avait été durant la guerre le siège de la Gestapo. C'est sur Fanny Schwab que la Grande Dame s'appuya pour perpétuer son œuvre.

Dans un temps record le Home fut restauré et prêt à accueillir à nouveau les jeunes filles qui avaient un besoin urgent d'un toit et d'un abri. Malgré de grandes souffrances qui ne la quittèrent plus, elle ne cessa de s'intéresser, de conseiller, de ranimer et de rendre à la vieille maison reconstruite l'âme ancienne. Laure Weil quitta ce monde dans la nuit du 21 mars 1952. Elle figure aujourd'hui dans le panthéon des femmes remarquables d'Alsace.



René Weil

Une vie au service de la communauté

René Weil est né en 1916. Après avoir suivi des études à la faculté de Droit, il se destine au barreau. Durant la Seconde Guerre mondiale, il se met au service de ses coreligionnaires au mépris du danger. Après avoir rejoint Périgueux, il s'investit dans le bureau d'aide sociale où l'on s'occupe de cacher les enfants juifs et de fournir des faux papiers. Il y fait par ailleurs la rencontre de sa future épouse Jeanine Bloch.

Ensemble, ils fabriquent de fausses cartes d'identité dans le grenier de son appartement.

Le 4 avril 1944, la Gestapo effectue une descente au bureau de Périgueux et y arrête René Weil ainsi que Florette Fefel et Fanny Wolf. Envoyé à Drancy le 13 avril suivant, il est déporté à Auschwitz et affecté à l'usine d'électricité de Gleiwitz. Bien que dans un premier temps, il ne parlera que peu de son expérience concentrationnaire, la disparition progressive des survivants sera pour lui le moteur de la transmission de son témoignage dans une brochure intitulée «Oui, je me souviens».

Revenu à Strasbourg après la guerre, il s'investit fortement dans les activités communautaires avec une préférence pour l'éducation. Militant actif à l'ORT, c'est grâce à lui que de nombreux étudiants peuvent bénéficier de la caisse de prêt d'honneur, créée par ses soins.

Il est élu vice-président puis président de la communauté israélite de Strasbourg de 1962 à 1970. Présent sur tous les fronts, il crée le journal *Unir*, développe les relations avec Israël, mobilise des équipes de volontaires pour organiser l'accueil des rapatriés qui arrivent en nombre en 1962.

Poursuivant son travail social, il dirige le FSJU départemental et devient vice-président de la section française du Congrès Juif Mondial. Grand défenseur d'Israël qu'il soutient sans défaut, il s'y installe avec son épouse en 1975 et y mène de nombreuses actions en faveur de la communauté et apporte son aide à de nombreuses institutions israéliennes.

Il s'installe à Jérusalem le 25 avril 1998.

Francis Weill

«Servir fut son idéal et la mort son sacrifice»



Francis Weill est né à Strasbourg le 2 octobre 1923.

Réfugié à Marseille en 1940, il adhère deux ans plus tard en même temps que son père le docteur Paul Weill au réseau Gallia, réseau de renseignement de la France libre, et est nommé sous-lieutenant.

Le 6 février 1944, toute la famille est arrêtée par la Gestapo, vraisemblablement à la suite d'une dénonciation, et internée pendant plusieurs semaines aux Baumes. Transférée à Drancy sous une fausse identité, la famille a été placée dans une catégorie d'attente, Edith Weill, épouse du docteur et mère de Francis, s'étant déclarée aryenne.

A la Libération de Paris, Francis Weill se met à la disposition du PC opérationnel situé place Denfert Rochereau et a participé en tant que combattant à la libération de la Cité universitaire. Il s'est ensuite mis sous les ordres du Colonel Fabien qui mettait sur pied un régiment d'infanterie, connu sous le nom de Groupement Tactique de Lorraine, et qui a servi d'infanterie d'accompagnement à l'armée Patton.

Francis Weill est tombé à Gravelotte le 26 septembre 1944, dans les premiers combats de la libération de Metz. Enterré dans un premier temps dans cette commune, il a été ramené à Strasbourg et est inhumé au cimetière de Cronenbourg. Il a été décoré à titre posthume de la Croix de Guerre avec étoile.

Le 23 novembre 2014, à l'occasion des 70 ans de sa disparition, une plaque commémorative a été inaugurée à la station de pompage de Mance à Gravelotte.

Joseph Weill

Une personnalité exceptionnelle



Joseph Weill (1902 - 1988) est né à Bouxwiller. Il est le fils cadet d'Ernest Weill, grand-rabbin de Colmar et du Haut-Rhin. Il fait ses études de médecine à Strasbourg et se marie en 1928 avec Irène Schwab.

En 1939, tous les civils doivent quitter Strasbourg. Bien que réformé, Joseph Weill se porte volontaire et est versé dans le service de santé à Angoulême. Démobilisé, il exerce comme médecin pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que les lois contre les Juifs du régime de Vichy mettent un terme à sa carrière médicale.

Il continue toutefois ses activités, notamment comme médecin du camp de Gurs et du camp de Rivesaltes, et n'hésite pas à se mettre au service des Juifs en détresse et particulièrement des enfants. Il réussit à faire libérer des internés. Joseph Weill travaille par la suite pour l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), comme directeur médical. Il comprend rapidement qu'il ne faut pas laisser les enfants en groupe dans des orphelinats, pour éviter l'arrestation par les Allemands et la police française. Sous son impulsion, un réseau se met en place pour disperser les enfants en les plaçant dans des familles, souvent à la campagne.

À cause de ses activités, Joseph Weill doit entrer dans la clandestinité. Avec sa famille, il passe clandestinement la frontière vers la Suisse à Annemasse, en mars 1943.

En 1945, Joseph Weill s'installe à Paris. Il y reste jusqu'en 1947, et revient s'établir à Strasbourg. Il y devient notamment président du Consistoire Israélite du Bas-Rhin. A sa retraite, il quitte Strasbourg et décède en 1988. Saluons ici la mémoire d'un homme héroïque par son intelligence, sa détermination et sa mobilisation au service de l'enfance juive.



Isi Wertheimer

Un homme d'exception...

Isi Wertheimer (1910-1986) est originaire d'Allemagne. Il est le fils de Léopold Wertheimer et de Clémentine Bollack.

C'est durant la Seconde Guerre mondiale qu'Isi Wertheimer jouera un rôle décisif pour que la communauté juive puisse perdurer. Depuis Limoges où il s'est réfugié, et dès que la demande lui est adressée, il n'hésite pas à accomplir son rôle de Mohel. Rappelons qu'en ces temps, la Gestapo est omniprésente et le fait de se déplacer avec les instruments chirurgicaux destinés à la Brith-Mila équivaut à se mettre en danger de mort! Outre les périls de ce premier trajet, il ne faut pas oublier la nécessité de veiller durant plusieurs heures à la sécurité du bébé, jusqu'à ce que le risque d'une hémorragie puisse être écarté, pour enfin reprendre le trajet de retour, tout aussi angoissant.

De retour à Strasbourg, Isi Wertheimer poursuit son rôle de Mohel. Il s'implique également dans la petite synagogue Etz Ha'yim qui fonctionna au foyer Blum avenue de la Forêt Noire puis rue Silbermann. Isi Wertheimer est enfin un membre très actif de la Hevra Kadicha.

Dans les années soixante-dix ou quatre-vingts, il fait son Alyah avec son épouse et ses enfants. Le 10 janvier 1986, quatre mois à peine avant son décès, il accomplit sa dernière Brith-Mila.

Saluons ici l'œuvre d'un homme d'exception: il n'a d'une part pas hésité à mettre sa vie en danger durant la Shoah afin de permettre, par la perpétuation d'un rite plusieurs fois millénaire, la survie de la communauté, et s'est d'autre part fortement impliqué dans les différents aspects de la vie communautaire après-guerre, contribuant à son renouveau et sa continuité.